SÉANCE 13

MERCREDI,
9 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
- *M. Xavier Bettel*

3. Communications (suite)
- *M. le Président*

4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Michel Wolter, M. Xavier Bettel (M. Marc Angel intervient) M. Alex Bodry, M. Roger Negri*

5. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Roger Negri*

6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
- *Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions: M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)*

9. Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État
- *Exposé: M. Xavier Bettel*
- *Discussion générale: M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz (à qui M. Xavier Bettel répond)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung, déi net hei ass, eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Hilarité et brouhaha)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 27 novembre 2009, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du conseiller d'État Alain Meyer, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 11 janvier 2010, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1. être de nationalité luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. résider au Grand-Duché;
4. être âgé de trente ans accomplis.

Den Här Bettel freet dozou d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, an deem Kontext wollt ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei - de Fraktiounschef vun deene Gréngen huet dës Motioun och ënnerschriwwen - der Chamber eng Motioun presentéieren, wou mer och feststellen, dass tatsächlech e Poste fräi gëtt, a wou mer se invitéieren, am beschten Délai de Groupe de travail interinstitutionnel, esou wéi en och am Accord du Gouvernement dran ass, direkt ze féieren. Et kënnt nach zu Renouvellementer vun anere Posten, an et soll een net waarde bis 2011, 2012 oder 2013, fir esou eng Diskussioun ze hunn.

Dowéinst froe mer, fir dass dat ganz séier gemaach gëtt. Hei ass den Dépôt vun der Motioun. Et sinn am Moment zwou Ënnerschrëften drop. Ech ka mer virstellen, dass awer de Gros vun der Chamber domadder averstanen ass. Mä et ass just, dass mer eis fixéieren, dass mer net nach bis 2014 waarden, fir d'Diskussioun ze féieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il s'agit de pourvoir à brève échéance à la vacance d'un siège au Conseil d'État;

- estimant que la composition du Conseil d'État devrait refléter à peu près celle de la Chambre des Députés;

- constatant que tel n'est pas forcément le cas, compte tenu du fait que les nominations se font pour une durée de 15 ans et que durant cette période le paysage politique est susceptible de se voir remodelé;

- considérant les discussions au cours de la législature précédente au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur le projet de loi N°5458 portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État;

- estimant que le Conseil d'État devrait exercer ses prérogatives en matière législative et réglementaire dans les meilleures conditions possibles et ce face à l'augmentation et la complexité croissante des projets de textes normatifs dont il est saisi;

- considérant qu'une réforme en profondeur du Conseil d'État s'avère indispensable;

- estimant qu'il y a lieu d'approfondir les discussions sur la procédure de nomination des conseillers d'État;

- estimant qu'il faudrait se pencher sur la question du champ d'application des oppositions formelles;

- considérant que la Haute Corporation estime qu'il y a lieu de se pencher sur la question d'un renforcement au niveau de son organisation administrative et structurelle;

- considérant le programme gouvernemental 2009 qui prévoit qu'un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative (notamment la communication des textes, les délais, les oppositions formelles);

invite le Gouvernement à

- constituer dans les meilleurs délais le groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau prévu par le programme gouvernemental 2009;

- s'engager à ce que la nomination et la composition du Conseil d'État fassent l'objet d'une discussion approfondie et soient traitées prioritairement;

- étendre la discussion à l'implication, au rôle et aux pouvoirs dévolus au Conseil d'État.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, François Bausch, Fernand Etgen, Gast Gibéryen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Ech géif proposéieren, mir géife méi spéit zu der Motioun kommen an da gegebenenfalls och e Vote doriwwer huelen.

3. Communications (suite)

3) Du 1er au 3 décembre 2009 s'est tenue à Paris la 57e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Y ont participé cinq membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, le Président de la délégation, M. Norbert Haupert, Mme Lydie Err, Vice-présidente, et Mme Anne Brasseur, Membre effectif, et MM. Fernand Boden et Jean Spautz, Membres suppléants. M. Jean Huss s'est excusé.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- Vers une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe?
- Réponse au rapport annuel du Conseil
- Modèles et structures de coopération interparlementaire
- La sécurité européenne et le Moyen-Orient
- La surveillance maritime européenne
- La guerre en Afghanistan: les implications régionales
- L'Union européenne et les missions de maintien de la paix des Nations unies - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Les développements en cours en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires
- Renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Informations fournies par les Conseils de l'UE et de l'UEO sur la politique européenne de sécurité et de défense
- Sécurité de l'Europe et élargissement: l'évolution de l'opinion publique.

L'Assemblée a adopté une résolution et neuf recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Cinq orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session notamment,

- M. Håkan Jevrell, Secrétaire d'État à la défense, représentant la Présidence suédoise de l'UE,
- M. Theodoros Pangalos, Vice-Premier Ministre de la République hellénique, représentant la Présidence grecque de l'UEO,
- S.E.M. Vladimir Chizhov, Ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de l'Union européenne,
- S.E.M. Carlos Fernández Arias Minuesa, Représentant permanent de l'Espagne au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UE, représentant M. Miguel Ángel Moratinos, Ministre des Affaires étrangères, représentant la Présidence entrante espagnole de l'UE/UEO et
- M. Göran Lennmarker, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement suédois et de la Conférence des Présidents des commissions des Affaires étrangères (Présidence suédoise de l'UE).

La 58e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale se tiendra à Paris du 15 au 17 juin 2010.

D'Chamber fiert de Moie weider mat de Budgetsdebatten. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Michel Wolter, Xavier Bettel, Alex Bodry a Roger Negri. Als éischte Riedner huet haut de Moien d'Wuert: den Här Michel Wolter.

4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëllen an d'Rei vun deenen uschléissen, déi eisem Rapporteur, dem Här Thiel, wëlle félicitéiere fir déi exzellent Qualitéit vu senger Aarbecht, déi hie gemaach huet an der Finanzkommissioun, där hire President ech jo entre-temps sinn. Do hu mer an deene leschte Wochen a Méint, mengen ech, eng ganz interessant an eng ganz gutt Aarbecht am Virfeld vun den Diskussioune vum Budget gemaach. Déi Diskussiounen an de Kommissioune kommen net gradesou eraus, mä mir alleguerten an der Kommissioun waren der Meenung, dass de Rapport, deen den Här Thiel presentéiert huet, e Rapport ass, deen derwäert ass, gelies ze ginn, well en eng Rei vun Analyse mécht, déi och fir Leit, déi och an der Politik net esou bewandert sinn, op eng lieserlech Aart a Weis novollzéibar sinn.

Et ass en Dokument, wat d'Genèse vun engem Problem eriwwerbréngt, dee fir Lëtzebuerg eng dach speziell Situatioun mat sech bruecht huet. Lassgetrëppelt duerch eng Finanzkris an Amerika, där hir Ursaache wäit vun eisem Land ewech ze siche sinn, huet sech relativ séier eng

international Kris doraus erginn, déi sech net op de Finanzsecteur limitéiert huet an déi schlussendlech an enger Budgetskris zu Lëtzebuerg gelant ass. Fir eisen Deel a fir de Moment sinn dat déi gréissten Auswierkungen.

Mir sinn, mengen ech, an enger totaler Diskrepanz, wann een d'öffentlech Meenung dobaussen, déi gefillte Meenung bei de Leit analyséiert, an d'Realitéit vun deem, an deem mer dra sinn, an ech hunn och d'Gefill gehat, wann ee gëschter d'Debatten hei suivéiert huet, dass dat vun alle Säiten och esou gesi gëtt.

Déi gefillte Meenung bei ville Leit, net bei allen - et kann ee jo ni generaliséieren op honnert Prozent -, mä déi gefillte Meenung bei ville Leit ass déi, dass déi Kris am Fong e bësse laanscht eis gaangen ass, dass mer awer net esou touchéiert gi sinn dovun, dass certes de Chômage an d'Luucht gaangen ass, dass méi Leit an der Aarbechtslosegkeet sinn, mä dans la mesure, wou dat haaptsächlech an der Industrie de Fall ass, wou déi gréisste Schwieregkeete sinn, an an deene Secteuren, déi betraff sinn, haaptsächlech Frontaliere schaffen, ass an der gefillter Lëtzebuerger Meenung déi Kris nach net esou ukomm - ech soen ëmmer, mat Ausnahmen -, wéi dat vläicht am Ausland de Fall ass.

Et ass eng antizyklesch Politik gemaach. Ech kommen direkt herno nach eng Kéier dorobber zréck. Et ass also Geld do, d'Moyenë stinn zur Verfügung, souwuel fir Investissementer ze maache wéi och fir déi normal Aktivitéiten ze finanzéieren. D'Geschäfter lafen. Wann Der a Geschäfter eragitt, da gesitt Der, dass dee Business nach ganz gutt funktionéiert. Also ass déi gefillte Meenung e bëssen déi, huet een d'Gefill, wéi wann et déi Kris wuel ginn ass, et huet ee se gesinn, mä et huet ee se hei zu Lëtzebuerg net esou gespuert.

D'Realitéit ass an eisen Aen awer e bëssen eng aner, well mir eng Rei vu Problemer an deene leschten zwielef Méint hu missen entdecken, déi riskéieren, souwuel konjunkturell wéi och strukturell Konsequenzen op de Fonctionnement vun eisem Land ze hunn.

Eng vun de Konsequenzen, iwwert déi ganz wéineg gëschter geschwat ginn ass, dat ass de Problem, dee mer gesinn an der Industrie. Ech ginn d'Impressioun net lass, wéi wann déi Kris, déi hei amgaangen ass, wesentlech méi schwéier an och méi definitiv Aschnëtt an d'Industrie, an den Industriesecteur, an eis Industrieaktivitéit hei zu Lëtzebuerg wäert kréien, wéi mer dat haut wouerhunn.

Mir hunn, an dat wësse mer nach net esou richteg, dat huet een och gëschter gespuert an den Diskussiounen, entweder e konjunkturellen oder e strukturelle Problem op eiser Finanzplaz. Mir sinn eis nach net esou eens driwwer, ob et konjunkturell, ob et strukturell oder ob et eng Kombinatioun vun deenen zwee Effekter gëtt, well ee gesäit, dass aus där Kris eraus jo och an der Sich no potenzielle Schëllege mam Fanger op Leit, op Plaze gewise gëtt, an dass probéiert gëtt vu gewëssener Säit, fir eng Rei vu Rieder aneschters ze dréinen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir hu virun allem, an dat ass gëschter hei erauskomm, awer ganz däitlech e strukturelle Problem an eisem Budget, well mer eis Dépensësäit net méi gedeckt kréie wéi an der Vergaangenheet duerch Recetten, a well doduerjer entstanen ass eng ganz Reflexioun ronderëm déi dote Fro.

De Risiko, deen d'Politik a sech dréit, an dat hu mer an der Finanzkommissioun des Längeren an des Breeden diskutéiert, dat ass dann, wann d'Weltwirtschaftssitiuatioun sech géif verbesseren, liicht verbesseren, mir hu jo elo matkritt, dass dat an deene leschte Woche geschitt ass, haaptsächlech duerch Influenzen, déi aus China eriwwerkommen, dat d'Stëmmung weider nach géif verschäerfen an eng Richtung, fir ze soen: „Majo, en fin de compte ass déi Saach jo gutt laanschtgaangen. Et ass eis net richteg eppes passéiert." Wann ech de Vécu luxembourgeois awer kucken, wann ech déi Saache kucken, iwwert déi mer diskutéieren, den Déséquiliber, dee strukturellen Déséquiliber, dee mer tëschent de Recetten an den Dépensen hunn, dann ass dat e ganz anert Bild.

Duerfir hu mer an der Finanzkommissioun och esou dorop insistéiert, a mir wäerten och an deenen nächste Woche weider dorobber insistéieren, dass mer e System kréien, e Kontrollsystem an en Informatiounssystem, deen effikass ass, deen transparent ass, fir dass mer de Suivi vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg besser kënne maachen an och méi vulgariséieren, dass mer e méi enger grousser Unzuel vu Leit zougänglech maachen, dass mer all deenen, déi d'Lëtzebuerger Politik an hir Finanze suivéieren, eng Méiglechkeet ginn, fir op eng neutral, eng transparent Aart a Weis sech selwer e Bild kënnen ze maachen iwwert d'Situatioun vun de Statsfinanzen an hir Evolutioun, déi se huet.

Mir hunn domadder ugefaangen an der Finanzkommissioun doduerch, dass mer mat der Comexbu zesummen all Mount beim Minister beieneekommen, fir iwwert déi leschten Donnéeën informéiert ze ginn. Ech mengen - an ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck -, dass en vue och vun der Tripartite, déi soll kommen, a wann déi Tripartite e Succès soll ginn, et extrem wichteg wäert sinn, dass déi Chifferen, déi op den Dësch kommen, Chiffere sinn, déi vun alle Säite kënnen akzeptéiert ginn, déi net kënne falsch gemaach ginn, déi net kënne contestéiert ginn, well, wann een an dëser Situatioun, an där mer sinn, net vun enger gemeinsamer Basis ausgeet, wann een net vu gemeinsame Chifferen ausgeet, da gëtt et och relativ schwéier, fir eng Diskussioun ze féieren, déi objektiv ass.

Wat ass geschitt? Et ass jo vill doriwwer diskutéiert ginn, wat geschitt ass an deene leschten zwee Joer. Ma, geschitt ass, dass mer tëschent 2008 an 2010 mat dem Budget, dee mer elo sur place hunn, en Déséquiliber an eisem Budget wäerte kréien, dee ronn 20 bis 22% ausmécht, wat en enorme Chiffer ass. An zwar an enger Rapiditéit, wéi mer se am Fong net viraus konnte gesinn. Wann ech d'Basis huelen, 2008, an ech soen: „Meng Recetten 2008 waren 100 a meng Dépensen 2008 waren och 100", wann ech also alles op deeselwechten Niveau setzen, da sinn ech am Joer 2009 an enger Situatioun, dass meng Recetten nach 95 sinn a meng Dépensen 109. Dat heescht, ech maachen am Joer 2009 en „gap" tëschent Einnahmen an Ausgabe vu ronn 14%. A mam Budget vum Joer 2010 ginn d'Recetten nach eng Kéier vu Basis 100 op 94 erof. A meng Dépensë gi vu Basis 100 op 115 erop.

Dat ass de Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn, de Problem, dass mer erstmoleg an der rezenter Geschicht vun eisem Land net nëmmen ee Joer oder zwee Joer an enger Situatioun sinn, dass mer net manner méi kréien, mä dass mer an der Situatioun sinn, dass mer reell manner Einnahme kréie wéi déi Jore virdrun, während op där anerer Säit eis Ausgabe weider lafen, weider funktionéieren, opgrond vun engem Modell, deen opgebaut ginn ass, deen op e gewëssent Wirtschaftswuesstum opgebaut ass, dee mat enger Rei vun Automatismen an eisem Budget versinn ass, déi et mat sech bréngen, dass ouni legislativ Ännerung de Budget op eng gewëssen Aart a Wéi schonn evoluéiert.

Mä, an dat gëtt d'Erausfuerderung vun deenen nächste Méint a Joren, dat ass, fir ze kucken, wéi een deen „gap" do, wéi een deen nees zoukritt. An dat ass eben net esou, wéi wann een ee Joer kuerzfristeg e puer Sue manner kritt, mä mer sinn um Enn vum Joer 2010, wann net iergendeppes geschitt op der Recettësäit, wat mer awer alleguerten net gesinn, an der Situatioun, dass mer en Différentiel hunn tëschent eisen Einnahmen an eisen Ausgabe vu ronn 20%.

D'Konscht vun der Politik vun deenen nächste Jore wäert doranner bestoen, an och d'Konscht vun der Ausenanersetzung heibannen an dobausse wäert doranner bestoen, fir ze kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir déi doten Differenz nees op null ze kréien? Dat muss d'Objektiv vun der Politik hei zu Lëtzebuerg sinn, fir se nees op null ze kréien.

D'Fro, déi gëschter hei behandelt ginn ass vun enger Rei vu Spriecher, ass déi: Wat hu mer da falsch gemaach? Hu mer eppes falsch gemaach an der Vergaangenheet? Hu mer eis falsch beholl? Hätte mer aner Weiche misse stellen?

Op zwee Niveaue wéilt ech dat emol beliichten. Dat Éischt ass d'Period 1998 bis 2007. Wa mer déi lescht zéng Joer kucken, ier d'Kris komm ass, hu mer zu Lëtzebuerg 7% méi Einnahme gehat pro Joer an der Moyenne, a 5% méi Dépensen an der Moyenne pro Joer. Mir haten also e System, deen iwwert d'Längt, iwwer eng Period vun zéng Joer all Joer 2% PIB-Iwwerschoss generéiert huet. Déi 2% Iwwerschoss sinn dann affectéiert ginn an d'Investitiounsfongen, haaptsächlech fir eist Land ze moderniséieren, respektiv och eis Sozialpolitik. Eis Sozialpolitik, well ech mech kann erënneren an deene leschte Joren, dass mer öfters hei de Finanzminister, deen deemools just Budgetsminister war, hu misse verteidege géint aner Leit, déi gesot hunn: „Ma dee sëtzt op senge Suen, dee gëtt seng Suen net aus. Firwat muss dann alles an déi Fongen do goen? Wär et net besser, mer géifen nach e bësse méi verdeelen?"

Wa mer an der Situatioun sinn, an där mer haut sinn, an dat ass awer dat normaalt Spill vun der Demokratie, dann huet et och eppes domadder ze dinn, dass, wann ee vill Einnahme generéiert, ee vill Goûten, vill Demandë kritt. An ee Beispill ass jo och gesot gi gëschter hei an der Diskussioun, dat ass de Rentendësch vun 2000/2001, un deem alleguerten d'Parteien derbäi waren, an och, wann déi eng vläicht méi haart, déi aner vläicht e bësse méi lues emol eng Kéier e Bémol agesat hunn - perséinlech gehéieren ech jo éischter zu deenen, déi emol heiansdo e Bémol gesat hunn an der Vergaangenheet -, esou ware mer awer alleguerten derbäi, wann et dorëm gaangen ass, déi Suen, déi mer erwirtschaft hunn, méi oder manner gerecht, awer méiglechst gerecht, tëschent eis alleguerten ze verdeelen.

Wann ech dann d'Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei vun e Méindeg kucken, ass dat och eng ganz interessant Saach ze gesinn, dass op de Pressekonferenzen een Dag virum Débat parlementaire den Toun eng Nuance méi héich ass, a wann dann de Spriecher vun der Demokratescher Partei, wat de Parteipresident war, deen déi Ried da scho méindes gehalen huet virun der Press, déi en dann dënschdes hei an der Chamber hält, dann ass se eng Nuance méi gemittlech.

Well e Méindeg den Owend huet een do kënne matkréien, wat dann an deene leschten 20 Jore geschitt wier a wat fir eng katastrophal Politik en fin de compte do gemaach gi wier, mä ech géif soen deenen Dammen an Häre vun der Demokratescher Partei: Dir waart déi lescht 20 Joer ëmmer derbäi, op allen Niveauen, ob et um Niveau vun der Regierung war, ob et um Niveau vun de Gemenge war, ob et um Niveau… Jo, ëmmer derbäi,…

(Interruption)

…mä awer och ëmmer derbäi an der Revendicatioun, fir néi Saachen ze maachen.

(Interruption)

Just, Här Bettel, wann een 20 Joer laang derbäi war, wann Dépensë generéiert gi sinn, da kann een net op eemol kommen a maachen, wéi wann een déi leschten 20 Joer vun der Politik net derbäi gewiescht wier.

(Interruptions)

Da muss ee seng Responsabilitéit mat huelen. An ech soe ganz kloer fir eis Partei, dass mir eis Responsabilitéit mat huelen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wéini hate mer de Finanzminister?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir huelen eis Responsabilitéit mat.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech ka mech net dorun erënneren, Här Wolter.

(Interruptions)

Scho ganz laang hier.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, dat ass, Här Bettel, well Dir eng ganz komesch Opfaassung hutt vun der Politik. Dir haalt net vill vun der Notioun vun enger Koalitioun, wou een zesumme Saache mécht, och wann een de Regierungsmember an engem gewëssenen Departement net huet.

Op jidde Fall brauche mir eis vun eiser Säit net ze schumme fir dat, wat mer déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg gemaach hunn, fir déi Politik, déi mer gemaach hunn. Ech mengen, dass mer déi richteg Weichen an deem Land hei gestallt hunn, dass mer Investitiounspolitik gemaach hunn, dass mer Politik gemaach hu fir d'Nohaltegkeet vun eisem Land, fir dat ze développéieren, an dass mer och Sozialpolitik gemaach hunn do, wou mer et konnten. Heiansdo och do, wou mer higedriwwen oder higedréckt gi sinn, hu mer déi Politik gemaach.

Allerdéngs musse mer wëssen, dass mer déi Politik gemaach hunn opgrond vun enger gewëssener Situatioun, a mer mussen de Reflex hunn a mer mussen d'Subtilitéit hunn, fir ze gesinn, dass, wa sech mëttel- oder laangfristeg déi dote Wirtschaftswuesstumsprognosen net méi bewahrheiten, d'Rentréeën net méi kommen, mer och mussen da méi lues fueren. An dat ass fir mech d'Essence vun der Politik. D'Essence vun der Politik besteet notamment doranner, fir generéis ze sinn, mä fir och sécherzestellen, dass dee ganze System op d'Längt ka funktionéieren. Et gëtt also en Zesummespill tëschent kuerzfristeger a laangfristeger Politik.

Da kommen ech op den zweeten Deel, dat ass déi kuerzfristeg Politik, antizyklesch Politik genannt, 2009-2010, déi mer zesummmen décidéiert hunn. Ech hunn an der Chamber am Ufank vum Joer 2009 keen héieren, mir hu keen héieren, deen déi Politik do grondsätzlech a Fro gestallt huet.

Mir hu gëschter certes vum Här Meisch héieren, dass hie wesentlech méi Suen an d'Albausanéierung hätt wëlle stiechen. Woubäi, wann ech e Pak maache vun 1,2 Milliarden Euro, an déi Haaptkritik besteet doranner, dass d'Regierung net genuch an d'Albausanéierung gemaach huet, da ginn ech emol dovunner aus, dass ech 95% bis 98% vun deem, wat do gemaach ginn ass, an der Substanz ënnerstëtzen.

Mir vun der CSV ënnerstëtzen déi Politik, déi d'Regierung gemaach huet, 2009-2010 wëlles huet, ze maachen, well mer bewosst an eng gewësse Richtung wëlle goen. Mir maachen eis awer näischt vir. Mir wëssen, dass se net strukturell ass, déi dote Politik. Mir wëssen, dass et eng konjunkturell Politik ass.

Et ass pure Keynes, dee mer maachen. Et ass pure Keynes. Mir maachen…

Plusieurs voix.- Kéis?

Plusieurs voix.- Keynes!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, dat ass nees Äre Problem.

(Interruptions et hilarité)

Neen. Här Bettel, dat ass nees Äre Problem, dass Der Är Klassiker net emol kennt.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech kennen den Här Keynes, mä Dir schwätzt vu Kéis. Ech hat geduecht, Dir géift direkt schonn d'Regierung hei beuerteelen.

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et ass pure Keynes, deen an Europa gemaach gëtt. Mir maache Relance iwwert d'Demande. Dat nenne mer zu Lëtzebuerg d'Kafkraaft héich halen, a mir maache staatlech Investitiounsprogrammer.

Nu muss ee wëssen, dass de Keynes e Mann aus den 30er Jore war, dee seng Theorië mat der Kris vun den 30er Joren développéiert huet, an dass sech d'Welt awer entre-temps geännert huet. Notamment d'Relance iwwert d'Demande, déi war an den 30er Joren direkt spierbar doduerch, dass Produktiounsanlagen do waren, wou d'Consommatioun och war, dass et also en direkten Effet tëschent Produktioun a Consommatioun ginn ass, an zwar um Territoire, wou déi Politik am Fong applizéiert ginn ass. An dat ass an enger globaliséierter Welt eppes ganz anescht.

Dat Zweet, dat ass, dass sech d'Theorië vum Keynes ni méi wéi 18 Méint éierens gehalen hunn, well et keng strukturell Relance ass, mä well et eng konjunkturell Relance ass, an dass een déi och als konjunkturell Relance muss gesinn. Well de Keynes an och mir kommen net laanscht eng Wourecht. An déi Wourecht, déi besteet doranner, dass een ëmmer nëmme kann esou vill Suen ausginn, wéi een der verdéngt.

Et kann een à court terme emol eng Kéier an d'Verschëldung goen, et kann ee liicht méi Suen ausginn, et kann ee probéieren, laanscht verschidden Effeten ze kommen, mä wann een op d'Längt gesäit, dass strukturell gesinn den Déphasage just tëschent den Einnahmen an den Ausgaben ass, dann ass d'Politik an der Flicht fir ze reagéieren; an et ass och dat, wat mer wëlles hunn ze maachen.

Do wëll ech dem Kolleeg Lux soen, dee gëschter am Numm vun der LSAP hei geschwat huet, dass hien net de Monopol an och seng Partei net de Monopol huet vun deene mam gudden Häerz, vun deene Mënschen, déi gutt mat de Mënsche sinn, an dat anert e bëssen esou… Ech hunn dat gëschter esou emfonnt hei, esou dee Minister, dee kale Minister, deen am Fong just mat Chiffere rechent, a mir ginn an eng aner Richtung.

Mir maachen och, an ech géif soen all Partei heibanne mécht Politik fir d'Leit. Et ass d'Essenz vun der Politik hei zu Lëtzebuerg, fir Politik fir d'Leit ze maachen, an net fir Politik géint d'Leit ze maachen.

Ech ënnerstellen Iech net, dass Dir Politik géint d'Leit maacht, an ech ginn dervun aus, dass et och net elo an deenen nächste Méint wäert esou goen, och wann ee verschidde Meenungen zu verschiddene Sujete kann hunn, dass ee fundamental emol dervun ausgeet, dass déi eng oder déi aner Partei géint d'Leit Politik wëllt maachen, an eng aner Partei fir d'Leit Politik mécht. Well e Land an d'Schold eragoen ze loossen, an d'Scholdespiral eragoen ze loossen, do stellen ech mer d'Fro, ob dat, wann ech op d'Längt kucken, op de laangen Term kucken, ob dat wierklech eng Politik ass, déi fir d'Leit ass.

Wann ee fir d'Leit décidéiert, e Land ze verscholden, iwwer seng Capacitéiten eraus. Kuckt d'Beispill vun der Belsch, wat se an den 80er Jore gemaach hunn. An der zweeter Generatioun si se amgaangen, d'Feeler vun enger Generatioun zréckzebezuelen. Et muss een also en Équiliber fannen tëschent Mesuren, fir ze kucken, nees dohinner ze kommen, wou een als klengt Land muss kommen, an den Équiliber. An dat...

M. Lucien Lux *(LSAP).-* Dir hutt och net den Amalgame vun deenen, déi mengen, dass se dee Wee do sollte goen.

M. Michel Wolter *(CSV).-* Wéi sot Der?

M. Lucien Lux *(LSAP).-* Dir hutt och net den Amalgame vun deenen, déi mengen, dass een dee Wee do an d'Scholdefal soll goen.

M. Michel Wolter *(CSV).-* Neen, neen. Dat ass an der Rei.

M. Lucien Lux *(LSAP).-* Och dat ass, mengen ech, gëschter vu jiddwerengem kloergemaach ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).-* Mir wëlle ganz kloer an eng Richtung goen. An och wann een do an der Nuance verschidde Meenunge kann hunn, mengen ech, solle mer eis eens bleiwen, well dat gehéiert och zum Toun vun der Politik - an ech kommen herno nach drop zréck -, dass mer alleguerten heibanne schaffe fir d'Zukunft vun eisem Land an dass mer alleguerten der Meenung sinn, dass et eis ëm d'Leit an eisem Land geet.

Ech kommen dann zu mengem drëtte Punkt. An dat ass deen, wat an eisen Aen déi grouss Erausfuerderunge sinn. An ech hu se schonn ugeschwat. D'Erausfuerderung Nummer 1 ass ganz sécher, fir den Équiliber tëschent Einnahmen an Ausgaben erëm hierzestellen. Ech mengen, mir mengen, dass een als klengt Land souwisou keng Alternativ huet. Mir sinn haut als Land Triple A Grade a mir mussen Triple A bleiwen. Eleng schonn nëmme wéinst der Struktur vun eiser Wirtschaft, musse mer als Land Triple A bleiwen, well wa mer nämlech net méi Triple A wären, mä nëmmen Double A oder A, hätt dat direkt Répercussiounen op dee gréisste Secteur, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, an dat ass eise Finanzsecteur.

Dat heescht, wann ech et kucke vun de wirtschaftlechen Impératifs eraus, musse mer als klengt Land am Équiliber bleiwen. A souwisou, an do ginn ech mengem Fraktiounspresident 100%eg Recht, wat e gëschter hei gesot huet, solle mir eis net vergläiche mat Länner, mat deene mer eis net vergläiche kënnen.

Mir sollen eis net vergläiche mat Däitschland oder mat Frankräich oder mat England, déi ganz aner Moyenen hunn an hirer Reaktioun, mä mir mussen eis vergläiche mat anere klenge Länner, déi ganz wéineg Moyenen hu fir ze reagéieren.

Mir hunn, an dat gëtt d'Konscht, d'Erausfuerderung, fir en Différentiel vun 20 opzehuelen. Do geet kee Wee derlaanscht. Dee geet nëmmen, wa mer méi Recetten hu wéi Ausgaben. Well wa mer an enger Situatioun bleiwen, dass mer méi Ausgaben hu wéi Einnahmen, da komme mer jo ni méi an den Équiliber zréck.

Mir mussen also sécherstellen, dass mer méi Einnahme kréie vun 2011, '12 un, wéi mer Ausgabe kréien, respektiv iwwer en Zäitraum, wou ee muss mateneen diskutéieren, déi Differenz ëmmer méi kleng maachen, fir nees op null ze kommen.

An da gëtt et ganz basic: Wann ech 2% méi Einnahme generéiere wéi Ausgabe vum Joer 2011 un, da brauch ech bis zum Joer 2021, ier ech nees am Équiliber sinn. Wann ech 3% méi hunn, da brauch ech bis zum Joer 2017. A wann ech 4% méi Einnahmen hunn, da brauch ech bis zum Joer 2015, bis ech nees am Équiliber sinn.

Ech muss also, wann ech bis un d'Enn vun dëser Legislatur oder bis den Ufank vun der nächster Legislatur am Équiliber nees wëll sinn, an ech gi vu minus 20 aus, an ech ginn emol dervun aus, dass dat dann Enn 2010 d'Resultat ass, da muss ech et fäerdeg bréngen, 4% méi Einnahme pro Joer ze kréie wéi ech Ausgaben hunn, fir um Enn vun där Period nees am Équiliber ze sinn.

An dat wollt ech och soen: Firwat schwätze mer esou vill iwwer Sécurité sociale? Firwat schwätze mer esou vill iwwert deen Deel vun der Politik, de Sozialbudget vun eisem Land?

Majo, well dat deen Deel ass an eisem Budget, an den Här Bausch huet gëschter dorobber higewisen, et ass deen Deel an eisem Budget, deen net nëmme vun der Gewiichtung hier deen déckste Block ass, mä deen och vu senger automatescher Weiderentwécklung deen déckste Block ass, well déi 45%, déi de Sozialbudget ausmaachen, déi wuessen an der Moyenne ëm 6,5% pro Joer ouni legislativ Änderungen. Dann hu mer d'Salairen, 20%, déi wuessen ëm 3%.

Jo, ech huelen hei just Chifferen, déi vun den Experte vun der Regierung virgeluecht gi si während de Koalitiounsverhandlungen. Sou dass am Fong de variabelen Deel vun eisem Budget, deen Deel, op deem mer nach kënne Politik maachen, wann ech et esou ka soen, dee representéiert quasi nëmme 35% vun eisem Budget. A mat deem Budget, mat deem Deel vum Budget wëlle mer all déi Politike gestalten, déi mer awer och musse maachen.

Mir musse weider investéieren an eis Zukunft. Mir mussen d'Recherche virundreiwen, Innovatioun, Moderniséierung, Schoule bauen. Mir mussen eis weiderentwéckelen als Land, wa mer konkurrenzfäeg wëlle bleiwen.

Bleift deen dote Posten immuabel, bleift d'Halschent vum Budget immuabel a klëmmt ëm sechs an en hallwe Prozent d'Joer iwwert den automatesche System, dann ass dat net neutral, well dann huet dat automatesch Répercussiounen op de Rescht vum Budget an op d'Méiglechkeeten, déi s de hues, am Rescht vum Budget nach Politik ze maachen.

An dat ass de Grond - ech mengen, den Här Lux hat gëschter och doriwwer diskutéiert a gesot: „Firwat schwätze mer ëmmer nëmmen iwwert de sozialen Deel?"

Mir schwätzen net nëmmen iwwert de Sozialbudget. Mä mir mussen awer wëssen, dass 45% vun eisem Budget haut à législation constante ëm 6,5% klammen. A wann ech an eng Situatioun wëll kommen, déi ech virdru beschriwwen hunn, dass ech muss 4% méi Einnahme wéi Ausgabe vum Joer 2011 u generéieren, fir am Joer 2015 am Équiliber ze sinn, an d'Halschent vu mengem Budget klëmmt ëm 6,5% d'Joer automatesch, da sinn ech jo relativ séier iwwer eng Règle de tris do, wou ech an der Einnahmepolitik dann nees muss sinn, fir dat dote kënnen ze finanzéieren.

Da kommen ech op Tauxen, da komme mer op Tauxen hei zu Lëtzebuerg, wou mer 7, 8, 9% Augmentatioun vun de Recettë missten hunn, fir dat doten ze kompenséieren. An ech hu grad just gesot, dass mer dat net emol erreecht hunn an de Spëtzejore vun 1998 bis 2007.

Dat ass déi Erausfuerderung, déi mer hunn: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir deen Équiliber do hierzestellen, andeem mer un enger ganzer Multitude vu Schrauwen dréien, fir dohinner ze kommen?

Dat muss een ëmmer an ëmmer erëm widderhuelen: Mir däerfen an där doten Aart a Weis fir Politik ze maachen net an eng Scholdespiral erakommen. Mir hunn dat ausgerechent. Dat ass relativ einfach auszerechnen, well doduerch, dass de de Prêt ophëls, dass de Sue léine gees, dat ass dee schnellsten Akt. Mä du muss déi Suen, déi s de geléint hues, herno zréckbezuelen, an du muss se zréckbezuelen net nëmmen à leur valeur nominale, mä du muss se mat Zëns an Zënseszëns zréckbezuelen.

A wann s de als Basis hëls dat Dokument vun den Experten, wat mer an der Finanzkommissioun diskutéiert hunn, wat d'Plaz war vun eisen Diskussiounen och an der Finanzkommissioun, da stellt ee fest, dass ee bei engem Endettement vum Joer 2011 un - well vun 2011 u musse mer all Excédent de dépenses iwwer Prêten, iwwer Empruntë finanzéieren - um Enn vun dëser Legislatur scho bei tëschent 6 an 8 an am Joer 2015 tëschent 8 an 10% vun eisem ordinäre Budget ass, déi mer fir soss näischt gebrauche wéi fir Remboursement ze maache vun der Scholdelaascht, plus op d'Säit leeën, fir d'Kapital zréckzebezuelen.

Wann ech virdru gesot hunn, dass mer schonn nëmme 35% vun eisem Budget zur Verfügung hunn, fir Politik ze maachen, déi mer awer musse maachen, wa mer wëlle virukommen, a mer ginn dann op där anerer Säit eis deen Deel vun der Politik och nach belaaschte mat risegen Zënsremboursementer, da muss ee mer iergendwann eng Kéier erklären, wéi déi ganz Geschicht nach soll opgoen.

Also musse mer ganz gutt oppassen, dass mer net an déi Fal kommen, déi awer fein ass, mat där d'Leit ganz zefridde sinn am Ufank, fir ze soen: „Okay, elo ännere mer näischt, elo gi mer Sue léinen." Well vun 2011 un ass all Euro, dee mer léinen, een, dee mer de Leit en fin de compte net ginn. Dat ass een, wou mer fir d'Leit léine ginn, an deen d'Leit iergendwann eng Kéier herno, also mir alleguerten, d'Kollektivitéit, d'Lëtzebuerger Land, d'Lëtzebuerger Natioun zréckbezuele muss.

Mir mussen oppassen op eng Rei vu Geforen, déi mer am Budget hunn. Ech hunn der e puer schonn ugeschwat. De Finanzsecteur: Mir hu länger Zäit an der Finanzkommissioun driwwer diskutéiert, wéi mer mengen, dass d'Evolutioun do kéint sinn. Well ee jo niewent dem Fait, dass een zwar elo am Joer 2010 eng ganz Rei vun technesche Korrekture bei de Banken an de Bilanë wäert kréien, awer d'Impressioun huet, dass d'Gesundung weltwäit vun de Banken net esou virugedriwwen ass, wéi dat elo zum Deel scho gemengt gëtt.

Et ass gëschter hei gesot ginn, dass den FMI notamment der Meenung ass, dass nach 50% mindestens misst provisionéiert gi vun deem, wat scho provisionéiert ginn ass, fir d'Konsequenze vun der Kris am Fong ze behiewen. Mir wëssen net - et stoung haut an der Zeitung; eise Minister ass an den Diskussiounen -, wéi et mat der Bankereguléierung an Europa an den nächste Jore virugeet. Alles dat riskéiert jo, an engem méi oder manner grousse Mooss Répercussiounen ze hunn dann op d'Einnahmesäit vun eisem Budget, well eis Bankeplaz, an dat ass jo och gëschter e puermol hei gesot ginn, zu 40% am Fong eise Budget belaascht.

Tanktourismus, Zigaretten, déi och an de Volet vum Tanken eragehéieren, wou mer ganz vill Plus-valuë kréien, alles dat si Recettësäiten, déi mer net wëssen, wéi se an den nächste Jore weiderginn.

Mech huet an der Diskussioun gëschter gewonnert, wéi wéineg iwwert d'Gemenge geschwat ginn ass. Well dat ass e Sujet, dee jo awer meeschtens hei an dëser Chamber ganz staark debattéiert gëtt. A wann ech da mäi Bléck op d'Dépensësäit kucken an dervun ausginn, dass d'Experte vun der Regierung gesot hunn, dass hire Modell, dee se do ausgeschafft hunn, hir Prognosen, déi se ausgeschafft hunn, nëmme Bestand halen, wa mer et fäerdeg bréngen, d'Dépensen op 4% pro Joer ze limitéieren, net méi wéi 4% d'Joer d'Dépensen an d'Luucht ze setzen, hu mer elo schonn e bësse Retard kritt duerch 2009 an 2010.

Mä wa mer iwwert d'Period 4% d'Augmentatioun vun den Dépensen hunn, da komme mer op dat Resultat, wat se gesot hunn, mä si hunn awer an deene 4% eng Rei vu Risike mat dran, déi hir Konsequenz op de Rescht vun der Budgetspolitik hunn. Zum Beispill de Fonds pour l'Emploi, wou mer jo Mount fir Mount mierken, dass mer méi Aarbechtslosegkeet kréien. Also d'Dépensen am Fonds pour l'Emploi riskéieren, 2010 an 2011 minimum staark iwwert dat ze wuessen, wat de Fonds pour l'Emploi an deene leschte Joren hat.

De Gemengesecteur: Ech perséinlech sinn ee vun deenen, déi fäerten, dass de Gemengesecteur wesentlech méi hefteg betraff wäert gi vun de Konsequenze vun dëser Budgetskris wéi de Stat, eleng nëmmen doduerch, datt de Gemengesecteur quasi 50% vu sengen Dépensen als Salairesdépensen huet, déi incompressible par définition sinn. De Stat huet 20%. 50% ass et bei de Gemengen. Also kréien d'Gemengen nach wesentlech vill méi Schwieregkeeten, fir sech ze adaptéieren u manner Recetten, wéi de Stat dat huet.

Mir diskutéieren zu Kopenhagen. Kyoto leeft 2012 aus. Kyoto riskéiert, méi deier ze gi wéi dat, wat haut an de Budgete steet, a wesentlech méi deier ze ginn.

An deene Berechnunge sinn och selbstverständlech op der Salairesfront keng gréisser Spréng mat aberechent, déi, wann ee kuckt, wat d'Revendicatioune jo awer sinn, riskéieren ze kommen.

Wann een dat dann zesumme kuckt, an ech limitéiere mäint op 4%, dass ech soen: „Dat ass dat, wou ech der Meenung sinn, driwwer däerf ech net goen, an dat do kënnt awer un Ausgaben, déi ech muss maachen"; majo, da muss de d'Diskussioun iergendwann eng Kéier lancéieren, fir ze soen: „Majo, wou sinn dann déi Posten am Budget, wou ech dat dann aneschters gestalte muss?"

Schlussendlech mengen ech, dass ee sech och Gedanke muss maachen, wéi ee strukturell an Zukunft vläicht mat manner Wirtschaftswuesstum auskënnt.

Eng intelligent Politik wier et, den Här Bausch huet et ugemahnt, an ech hoffen, dass mer et maachen, einfach emol e Schema ze berechnen, alleguerten zesummen. Wa mer net iwwer zéng Joer, eng Zéngjoresperiod, 4% Wuesstum hätten, mä wa mer vläicht iwwert déi nächst Zéngjoresperiod nëmmen 2% oder 2,5% Wuesstum hätten, wat fir eng Konsequenzen dass dat am Fong dann op den Équiliber vun eise Statsfinanzen hätt, fir dass een an der Diskussioun, déi d'nächst Joer lassgeet am Fong, eng méiglech Répercussioun dovun och ka mat aberechnen a säi ganze Modell, deen ee wëllt opstellen.

Mir hunn de Choix, mir hunn an der Finanzkommissioun och doriwwer geschwat, a mengen Aen tëschent zwou Reaktiounen.

Sou wéi d'Belsch reagéiert hunn an den 80er Joren, perséinlech géif ech dat net

recommandéieren, d'Saachen erauszeschieben, bis et net méi geet, an d'Wourecht huet dat Land ageholl; an zwar wesentlech méi brutal, wéi se sech dat geduecht haten.

Mir hunn en zweete Modell presentéiert kritt, deen ee misst analyséieren, dat ass de schwedesche Modell aus den 90er Joren, déi gesinn hunn, datt se dee System, dee se opgebaut hunn, wat e generéise System war, net méi géife finanzéiert kréien, an dunn an engem Kraaftakt deen adaptéiert hunn un nei Realitéiten, ouni dass doduerch Schweden verschwonnen ass. Haut ass Schweden nees e kompetitiivt Land, an deem d'Leit ganz gutt liewen, mä wou d'Politiker à un certain moment gesot hunn: „Mir hunn hei e Modell opgebaut, deen ass vun enger Rei vun Hypotheesen ausgaangen. Déi Hypotheesen, déi sinn net méi do. Also musse mer kucken, fir se ze adaptéieren."

Mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass mir als Lëtzebuerger Land eng ganz Rei vun Atoutë behalen. Och an engem Europa, wou mir méi kleng ginn. De Codeplafi notamment beweist, dass, wann een d'Leit beienee bréngt, déi Iddien hunn, ee mat enger ganzer Rei vun neie Saache ka kommen. Ech hu mat Freed gesi gëschter, wéi vill am Fong Gedanken, déi do gebuer si ginn am Austausch tëschent den Acteure vun der Plaz, haut an der Politik als méiglech Alternativen duergestallt ginn, wann et drëm geet, eis Finanzplaz nei opzestellen. Ech géif mer wënschen, mir géifen eis wënschen, dass mer esou Akzenter och géifen an anere Secteure vun eiser Ekonomie maachen.

Wa mer iwwer nei Recettë schwätzen, dat huet mech gëschter wierklech gestéiert, da schwätze mer haaptsächlech elo schonn driwwer, fir d'Steieren an d'Luucht ze setzen. Misste mer net zesumme wesentlech méi driwwer diskutéieren: Wéi kënne mer nei Sources de revenu schafen? Wéi kënne mer neie Business op Lëtzebuerg bréngen, an zwar net nëmmen op der Bankeplaz, op der Finanzplaz an an den neien Technologien? Mä doriwwer eraus musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer strukturell als Land, wat ëmmer als Nischeplayer bekannt war, nei Nische kënne fannen, och wa se net méi esou einfach ze fanne sinn. Och wa se vläicht net méi esou laang daueren, wéi dat an der Vergaangenheet war, menge mir, dass een deen Effort muss maachen.

Wann ech der Regierung kéint e Wonsch mat op de Wee ginn, oder eng Recommandatioun, ech weess, dat ass net einfach, da wier et an der Regierung, fir ze weisen, dass dat doten deen neie Wee ass, an der Regierung ee bis zwee Leit domadder ze beschäftegen, quasi exklusiv ze kucken, nei Recetten ze generéieren, ewechzekomme vun engem Schema, wou ee sech haaptsächlech mat den Ausgabe beschäftegt. Mir mussen hikommen zu engem Schema, wou ee resolut och no baussen de Leit vun der Spëtzt u seet: „Mir hunn och Leit an eiser Regierung, déi schécke mir elo duerch d'Welt mat hire Beroder, mat hire Leit, fir ze kucken, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien."

Nom System 1-10-100, een un der Spëtzt, deen zéng Leit federéiert, an déi zéng federéieren nees zéng Leit, an do musse mer kucken, déi beschten hei zu Lëtzebuerg, an där hu mer der ganz vill, esou ze federéieren, fir nei Recetten ze generéieren. Wa mer dat wëllen erreechen, wat mer alleguerte wëllen erreechen, e Sozialstat ze bleiwen, dee generéis ass mat eise Leit, wa mer dat wëllen erreechen, wat mer wëllen erreechen, fir e Land ze bleiwen, wat resolut sech der Zukunft zouwennt, dann, mengen ech, musse mer eis resolut der Einnahmesäit vun eisem Budget zouwenden a resolut an deenen nächste Joren Effortë maachen, fir ze kucken an nei Domäner virzestoussen, an deene mer sinn.

Ech mengen, mir mussen nach eppes maachen, an dat gëtt net einfach. Mir mussen en Industrieland bleiwen. Mir mussen e Land bleiwen, an deem Leit mat, déi net eng gutt Formatioun hunn… An do kënne mir iwwer Formatioun, Formatioun, Formatioun schwätzen, Weiderbildung, Weiderbildung, Weiderbildung, mir behale Leit zu Lëtzebuerg, déi iwwer e gewëssenen Niveau net erauskommen, a wa mer se weiderbilde bis zur Vergasung, komme se net eraus.

Mir mussen deene jonke Leit an der nächster Generatioun eng Aarbecht kënnen ubidden. An déi ass net an Hightech-Gesellschaften. An ech weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg alleguer an deem Sënn och e bësse liddereg gi sinn, well mer soen: Dat gefält eis awer net ganz gutt. Den Damp, dee Kaméidi, dee Fait, dass do e Betrib ass, dee produzéiert, dee Knascht mécht oder esou.

Mir mussen ewechkommen dovunner, dass mer mengen, dass dat nëmme schlecht wier. Mä wa mer eng ganz Palette als Land wëlle behalen a wa mer net iergendwann eng Kéier total ofhängeg just vum Servicendeel wëlle ginn, ass et a mengen Aen extrem noutwendeg, dass mer och um Niveau vun der Industrie alles maachen, fir ze probéieren, fir Aarbechtsplazen ze halen.

Wa mer net kompetitiv sinn, dann, mengen ech, da muss een analyséieren: Firwat ass een net kompetitiv? Wat sinn d'Grënn, firwat dass esou Betriber sech zu Lëtzebuerg net méi wëllen nidderloossen? A wat musse mer maachen, fir dass esou Betriber sech nees zu Lëtzebuerg nidderloossen? An dat schéngt mir d'Erausfuerderung ze sinn, déi mer an deenen nächste Jore mussen ugoen.

Mir maachen et, mengen ech, am richtegsten, wa mer eng Dräiphasen-Diskussioun géifen d'nächst Joer maachen. De Statsminister huet jo gesot, hie géif elo an enger éischter Phas emol kucken an Eenzelgespréicher am Januar d'Leit beieneen ze kréien. Dat ass awer eppes, iwwert dat si mer eis eens an der Finanzkommissioun.

Mir brauchen, éier déi Diskussiounen uginn, e gemeinsame Constat, dee validéiert ass, au risque, dass d'Tripartite, déi, wa se eng Daseinsberechtegung huet, an esou enger Situatioun vu Kris nun awer muss beieneekommen. Ech soen dat als een, deen éischter skeptesch ass zu engem Modell, deen doranner besteet, à tort et à travers d'Tripartite anzeruffen.

Mä wann d'Land virun enger existenzieller Kris ass, da muss d'Sozialpartnerschaft agebonne ginn, wann et drëm geet, fir Léisungen ze sichen. Net exklusiv. D'Politik muss och agebonne ginn an esou eng Diskussioun. Mä d'Sozialpartnerschaft muss agebonne ginn an eng Diskussioun, wou et drëm geet, fir d'Zukunft vun eisem Land ze diskutéieren.

Da kann et net sinn, dass Leit ufänken ze soen: Jo, wann dat do an dat do net ass, da komme mir iwwerhaapt net. Da kann et net sinn, dass op falsche Chifferen am Fong Argumenter da fonnt ginn, fir ze soen: Mir wëllen eis eiser Responsabilitéit entzéien.

An eppes Leschtes, wat ech wëll soen, dat ass, dass mer zimlech erféiert sinn iwwert den Toun, mat deem mer... Mir sinn nach net un, an déi Aart a Weis wéi verschidde Leit argumentéieren. Ech fannen, dass, wann een an där Situatioun ass, an där een ass, an et geet ee just d'Schold bei deen anere sichen, de part et d'autre, et seet een: Ech hunn am Fong näischt domadder ze dinn, an deen anere muss kucken, dass en de Problem léist, da si mer um falschen Dampfer.

Mir hunn dat Land hei zesummen opgebaut an deene leschten 20, 25 Joer. Zesummen hu mer et opgebaut mat deenen Nuancen, déi mer hunn. Mä ech mengen, dass mer an der grondleeënder Aart a Weis, wéi mer dat Land hei opgebaut hunn, d'accord sinn, dass mer et esou gemaach hunn.

Dann hu mer och déi verdammte Flicht, alleguerten ze probéieren, wa Redressementer ze maache sinn, fir déi zesummen ze maachen. An dat geet nëmmen, wann een de Partner, deen op där anerer Säit ass, respektéiert, wann een em nolauschtert, wann ee mat em diskutéiert a wann een dann zesumme probéiert, Solutiounen ze fannen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wolter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Thiel Merci soe fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech wollt am Ufank e Wecker matbréngen, fir de Leit ze soen, dass et Zäit wier, fir ze erwächen. Ech muss lech awer soen, dass ech eppes fonnt hunn, wat menger Meenung no an dësen Zäite méi néideg ass fir d'Koalitiounspartner, dat ass en UHU-Stick; ech hu leider keen „Fast" fonnt.

Mä mat deene Schierbelen, wéi hei d'Koalitiounspartner gëschter mat dem Hummer deen een op deen anere geschloen hunn, kënnt Der e bësse Pech brauchen. Op jidde Fall déi gréisst Oppositiounspartei offréiert lech gären eng Hëllef, wann Der ee Médiateur braucht tëschent lech zwee.

Tëschent enger 1.-Mee-OGB-L-s-Ried vun engem Här Lux an enger vill méi konzilianter a realistescher Ried vum Här Schiltz muss ee sech d'Fro stellen, wat elo déi richteg Versioun vun dëser Regierung wäert sinn.

E Wecker, dee schellt, Här President, dat war nämlech ongeféier de Message, deen 2006 de Statsminister hei, wéi de Comité vun der Tripartite zesummegeruff ginn ass, dem Land matgedeelt huet. Et ass deemools net méi an net manner drëms gaang, déi strukturell Problemer, déi d'Land kennt, an Ugrëff ze huelen.

Wéi komme mer dem wuessende Chômage bäi? Wéi léise mer de Problem vun ze héijen Dépensë bei gläichzäiteg manner Recetten? Wéi garantéiere mer d'Rente vu muer? Wéi stoppe mer d'Lach an der Gesondheetskeess? Wéi brénge mer et fäerdeg, dass eis Wirtschaft méi kompetitiv gëtt?

Dat sinn net manner déi Froen, op déi de Comité, d'Tripartite, eng Äntwert sollt ginn. D'DP huet awer net gewaart, bis do de Konklav an den Damp erauskomm ass, an huet säin 33-Punkte-Programm presentéiert.

Haut, den 9. Dezember 2009, schellt de Wecker nach eng Kéier, Här President. Awer dës Kéier ass et net den Här Juncker, mä d'DP, déi seet, dass et héich Zäit ass, fir ze reagéieren. Gläichzäiteg soe mer och, dass mer net do sinn, fir Panik ze maachen. Mä et soll een awer d'Wourecht soen.

Mir hätten nämlech just gären, dass een éierlech mat de Leit an dem Land ass a wierklech d'Wourecht seet. Dat war leider virun de Wahlen net de Fall, och wann d'CSV dat jiddwerengem erzielt huet. An dat ass och haut net de Fall. Ech ka mech erënneren un de séchere Wee an de Wahlspot vun der CSV: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen."

Ech mengen, d'Subtilitéit vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Ponctuatioun si gutt. Well et misst ee jo awer soen: „Mir soen, wat Saach ass. Elo net." - Punkt - „Mä no de Wahlen." Dat wier méi richteg gewiescht, op jidde Fall, wann de Wieler dobaussen hei nolauschtert.

Also, heiansdo muss ee sech och d'Fro stellen, wéi et ass mat… Ech wëll net soen, vu psychiatresche Krankheeten, well et kann een net alles an een Dëppe geheien. Mä wou ass d'Wourecht? Wat ass d'Meenung vun deem engen a vun deem aneren?

Ech ginn een eenzegt Beispill: Secret bancaire. Den Här Thiel seet: „Wa mer d'Suppressioun vum Secret bancaire zu Lëtzebuerg hunn, si 6.000 Aarbechtsplazen a Gefor." Ech zitéieren de Budgetsrapporteur.

Den Här Frieden seet, dat wier net esou dramatesch. Hien huet jo souguer a senger Ried gesot, hie géif déi Zuele vum Här Thiel net deelen. Wann ee mat verschiddene Banquiere schwätzt, déi soen, do géif ee bal op 10.000 Leit kommen, wann de Secret bancaire verschwanne géif. Wat ass d'Wourecht? Wat ass richteg?

D'Sozialisten hate gesot: „Grad an dësen Zäite brauch Lëtzebuerg déi bescht Formatioun fir jiddwereen. Lëtzebuerg brauch gutt a sécher Aarbechtsplazen, eng breet gefächert Ekonomie an eng zolidd sozial Sécherheet. Lëtzebuerg brauch de roude Fuedem mat nohaltege Léisunge fir Mënsch an Ëmwelt. Zesumme si mer staark."

Roude Strëch, roude Fussel, roude Fuedem. Haut weess een net méi, wou wat ass. Béid Regierungsparteien hu sech verkaf, wéi wa si eleng d'Land rette kéinten. Déi eng si scho längst net méi um séchere Wee, an déi aner, bei deenen ass de roude Fuedem scho längst gerass.

Erënnert lech och nach un e Radiospot vun der CSV mat enger Stëmm vun engem klenge Kand: „Mäi Papp, dee fäert fir seng Aarbechtsplaz. Mir maachen eis Suergen, mä mir vertrauen dem Jean-Claude Juncker." All Dag um Radio. De leschte Juni hu mer 12.512 Leit am Chômage gehat. Am Oktober 14.062. Ech géif nawell gäre wëssen, wou dat klengt Meedchen haut ass, wa säi Papp bei Delphi, bei Villeroy & Boch geschafft huet. Huet de Papa nach ëmmer esou vill Vertrauen an dës Regierung?

Här President, sécher, d'Finanzkris huet eng Incidence op eis Ekonomie gehat an huet onweigerlech dozou bäigedroen, dass déi strukturell Problemer, déi mer 2006 schonn haten, elo nach méi staark duerchgeschloen hunn. Ech muss soen, ech hunn dofir och e grousse Problem domadder, wann ee sech haut heihinner stellt a seet, mir hätten elo den Antikrisebudget an et hätt een et souwisou net kënne besser maachen.

De Finanzminister seet och am selwechten Otemzuch, dass mir esou en Antikrisebudget nëmme fir den Exercice kënne maachen an dass et zu kenge Steiererhéijunge bei de Privatpersounen a bei de Betriber kënnt. Wéi gesäit et da fir d'Joren '11, '12, '13 a '14 aus?

Wéi ass et mat der Schold? Ech zitéiere souguer de Laurent Zeimet, deen an enger Zeitung schreift, déi mir manner nosteet wéi verschiddene Koalitiounsmemberen, dee selwer seet: Wou sinn d'Äntwerten? Wou gëtt et eng eenzeg Propositioun, wéi ee kann d'Dette zréckbezuelen?

Kommt, mer sinn dach éierlech: Mir hypothekéieren déi nächst Generatiounen. Dat ass dëser Koalitioun jo ganz egal. Wéi ass et mat der Schold? Wie bezilt se? Keng Äntwert! Mä da gëtt gesot: Wësst Der, wann et besser geet, da wäerte mer se zréckbezuele kënnen.

Ech erlabe mer dann, den Här Krecké ze zitéieren, deen op der Hierschtfoire gesot huet: «Les demandes de chômage partiel sont passées de 3 en septembre 2008 à 135 en février 2009, touchant aujourd'hui 12.000 salariés. Certaines sociétés affichent des carnets de commande en 2009 de moins 20 à moins 40 pour cent par rapport à 2008. En juin, la production industrielle a connu une diminution de 15% par rapport à 2008.»

An dann: «Finalement l'aveu que les années fastes de la place financière risquent d'appartenir au passé et qu'il sera peu probable que les niveaux d'activité et de production puissent rapidement retrouver leur niveau d'avant crise.»

Wou sinn dann d'Äntwerten, wou et jo dann direkt no dësem Budget wäert vill besser goen a wou een dann den Defizit kann decken?

Mir kréien erkläert, dass de Fonds pour l'Emploi huet misse finanziell staark ënnerstëtzt ginn an dat och weider de Fall soll sinn. Mä dat awer net aus der Statskeess. Maache mer eis näischt vir! Dat heescht also, dass deemnächst d'Fra oder de Mann vun der Strooss bei d'Keess geruff ginn iwwert d'Solidaritéitssteier.

Gëschter huet ee gemierkt, deen ee seet Neen, deen anere seet Jo. Bei där lénker Säit hei freet ee sech, fir wéini et ass a wéi de Montant ka sinn. Op der rietser Säit gëtt gesot: Net mat eis!

Ech muss soen, Här President, viru mir tëschent der CSV an der LSAP sinn hei an där Chamber véier Meter. Mä dee Gruef tëschent där Politik, déi deen een an deen aneren hei verteidegen, dat ass ee Meteren a Meteren a Kilometer déiwe Gruef, deen hei tëschent deene Leit ass.

An ech zitéieren och nees eng Kéier den Här Lux. Et trëfft also nees déi, déi all Dag d'Äerm eropstrëppen, fir eis Ekonomie um

Lafen ze halen. Déi vun de breede Schëlleren, erënnert Iech, déi sinn nees gëschter hei zitéiert ginn. Den Här Juncker hat och scho vun deene geschwat.

Den Här Frieden seet: E staarke Sozialstat ass e finanzéierbare Sozialstat. Esou wéi de Statsminister, seet den Här Frieden och elo, dass net all Reform an der Sécurité sociale als sozialen Ofbau ze kritiséieren ass an d'sozial Kohesioun a Gefor kéint bréngen. Ech kann nees ënnersträichen, dass ech déi Positioun mat béiden Hänn ënnerschreiwen. Ech hat deemools schonn am Koalitiounsaccord jo gesot, dass si bei der DP Ënnerstëtzung fënnt.

Mä mir wëssen och, dass et innerhalb vun dëser Majoritéit Divergenze gëtt, wann et ëm d'sozial Selektivitéit geet. D'Regierung géif awer gutt drun doen, sech e bëssen eens ze ginn, well wann d'Problemer nees… An dat ass jo och nees d'Leitmotiv bei de Sozialisten: Kommt, mir kucken nach! Gëschter, et muss nach mat deem engen oder mat deem anere geschwat ginn. Ech verstinn, da gëtt nees eng Tripartite gemaach.

Nëmmen net - an dofir sinn ech frou, dass den Här Wolter gesot huet, dass d'Politiker och hir Verantwortung mussen iwwerhuelen -, nëmmen net, dass heibannen een d'Schold ka kréien, dass en duerno manner eng Sozialpolitik mécht wéi déi Lénk, well dat ass jo le danger à gauche! Den Här Hoffmann, op eng Kéier kënnt deen nach mat dräi, véier Sëtz hei an d'Chamber, wa mir net dee roude Fuedem an eis Sozialpolitik verteidegen. Dat heescht, mir mussen dann nach méi lénks, do an deem sozialen Eck nëmmen net iwwerholl ginn.

Bon, wësst Der, wann d'Leit d'Wiel hunn tëschent engem, dee seng Sozialpolitik verteidegt, an engem aneren, deen net weess, a wéi eng Richtung e geet, riskéiert et fir d'Sozialistesch Partei op jidde Fall méi schwéier Zäiten op se duerzekommen.

(Interruptions et hilarité)

Dir kënnt jo e Groupe technique, Här Hoffmann, mat hinne vläicht eng Kéier maachen. Op jidde Fall, et muss een hei soen, dass d'Divergenzen tëschent deenen zwee jo och hei ganz grouss sinn.

Et gëtt héich Zäit, Här President, de Realitéiten an d'Aen ze kucken. Et geet net, weiderzemaache wéi virdrun. Domadder hunn déi al an déi nei Regierung sech vun 2006 u probéiert iwwert d'Zäit ze retten. Mä elo muss agéiert ginn, well mir soss de Risque lafen, d'Zesummeliewen an d'Solidaritéit innerhalb vun eiser Gesellschaft staark op d'Prouf ze stellen.

Wann de Clivage tëschent dem Räichtum vu Jonk an Al an eiser Gesellschaft ëmmer méi grouss gëtt, wa jonk Famillje sech d'Liewen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, wann ëmmer manner Jonker fir ëmmer méi eeler Leit mussen opkommen, wann ëmmer déiselwecht Schëlleren ëmmer méi Belaaschtung aushale mussen, vill Schoule gemaach hunn, zu zwee schaffe ginn a vill leeschten an déi zwee Enner um Enn vum Mount net zesummekréien, dann heescht et opzepassen.

D'Lëtzebuerger waren a sinn an der Kris nach ëmmer solidaresch mat deenen, déi manner hunn. Dat wäert och dës Kéier net aneschters sinn, well si spieren, dass d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft dovunner ofhängeg ass. Mä si wëllen awer, dass hiren Effort an deem Sënn honoréiert gëtt, dass och d'Hëllef réellement do ukënnt, wou Nout un der Fra oder um Mann ass.

D'Lëtzebuerger si solidaresch, mä déi Objektiver, déi d'Politik sech setzt, sollen och gefällegst erreecht ginn. Mat hire Sue soll Nout net géréiert ginn, mä d'Sozialpolitik soll esou vill wéi méiglech de Leit et erlaben, de Wee zréck an en onofhängegt Liewen ze fannen. A si wëllen och, dass, wa si par malheur sollten eng Kéier an esou eng Situatioun kommen, si dann och gehollef kréien.

Eng richteg verstane Sozialpolitik setzt net eenzeg an eleng op d'Geldleeschtung, esou wéi dat am Land säit Jorzéngte gehandhaabt gëtt. Eng richteg Sozialpolitik, Här President, ass déi, déi do usetzt, wou se de Leit eng richteg Perspektiv verschaaft. An eng Perspektiv kréien d'Leit doduerch, dass si schnell nees eng Aarbecht fannen an de Wee aus der Aarmut erausfannen.

D'sozial Kohesioun, Här President, ass vun deem Moment un a Gefor, wann een dat, wat offensichtlech ass, net erkenne wëllt, well een déi néideg Schrëtter och net wëllt ënnerhuelen, fir nëmmen net dat Schlëmmst ze kréien a fir dat Schlëmmst ze verhënneren. Mir sollen net de Solidaritéitswëlle vun de Leit iwwerstrapazéieren, wann een net de Courage huet, d'Sozialausgaben, déi aus dem Rudder lafen, an de Grëff ze kréien.

Här President, wa mir vun den Dépensë schwätzen, da muss ech leider och nach Folgendes lassginn, och wann et de Majoritéitsparteie vläicht net esou gutt deet. Wéi laang gëtt schonn an de successivë Budgetsrapporten drop opmierksam gemaach, dass d'Dépenses courantes fortlafen, dass een zu enger méi grousser Rigueur budgétaire muss iwwergoen? D'DP huet alt emol den „zero base budgeting" proposéiert. Anerer hunn déi franséisch Loi organique sur les finances - genannt de LOLF - ugefouert. Mir si jo iwwert d'Zil eens, da kommt, mir maachen et och!

Wann Der erlaabt, Här President, zielen ech och aus menger eegener Erfahrung, do, wou ech selwer Responsabilitéit droen. Et ass an der Stad Lëtzebuerg. L'exemple le plus édifiant ass deen nämlech, dass all d'Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg am Summer gekuckt huet mat de Servicer, déi em ënnerstinn, fir 18% vun de renge Frais de fonctionnement, an do sinn net d'Personalkäschten derbäi, par rapport zum Budget 2009 ze spueren.

Dat waren ëm déi 40 Milliounen Euro op engem Budget vun 260 Milliounen. Elo kann ee sécher net alles eent zu eent einfach eriwwertransportéiere vun der Gemeng op de Stat, mä et muss een awer zouginn, dass et méiglech ass, wann een et wierklech wëllt. Duerfir hu mer och e Screening gemaach vun all eise Servicer, wou genau beschriwwe ginn ass, wie wat mécht, a wat misst selwer gemaach ginn a wat en sous-traitance misst gemaach ginn. An do ass dann nach eng Kéier en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent de legalen Obligatiounen, de wichtegen Aufgaben an de sougenannten „nice to have".

Et si Funktiounsbeschreiwunge vun de wichtegste Posten opgestallt gi mat Organigrammen, déi kritesch hannerfrot gi sinn. Dat heescht: Huet de Service genuch oder ze vill Moyenen, fir déi Aufgaben ze erfëllen? An en fin de compte: Wat ass d'Plus-value fir de Bierger? De Bewäis ass also erstallt, dass et méiglech ass. Mir hunn net bis 2011, `12, `13 oder `14 gewaart, fir et unzepaken, mä elo direkt.

Et kann een an dësem Land eng besser Politik maache mat manner Geld. Ech ginn Iech e Beispill och vun de Servicer vun der Madame Loschetter bei de Kolonien. D'Madame Reding huet e Méindeg manifestéiert virun der Gemeng, wou se da gesot huet, dat wär net normal, dass mer de Budget fir d'Vakanze bei Kanner géife sträichen. Amplaz e puer Kanner an d'Ausland ze schécken, kann ee vill méi Kanner an enger Kolonie hei am Land hunn. An et ass dat Zesummeliewen.

Wat ass den Ënnerscheed ass, ob se op Lombarsijde ginn, oder ob se op Iechternach ginn? Firwat kënne mer net méi Kanner hei am Land versuergen, eng Cohésion sociale, zesummen e Weekend verbréngen, amplaz all Mënsch mat den Transporter mussen an d'Ausland ze féieren? Neen, dat huet d'Madame Reding - also, pardon, d'Madame Adam-Reding oder Reding-Adam, ech weess jo net, wéi se sech nennt elo ganz richteg, mä d'Madame Reding op jidde Fall - ervirgehuewen, dass dat net géif goen, dass mir do Coupë géife maachen. Wat sinn d'Reaktiounen?

Et muss een heiansdo oppassen, well Revendicatiounen, déi net fondéiert sinn, kënnen och e Bumerang sinn. A wann ee verschidde Reaktioune kuckt, déi och lénks a riets waren, muss ee sech d'Fro stellen, ob dat déi richteg Haltung war.

M. le Président.- Här Bettel, den Här Angel wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo?

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här Bettel, ech wollt Iech froen, ob Der mat deene Leit, déi Der elo zitéiert, eng Entrevue hat a schonn eng Kéier déi Dossieren duerchgekläert hutt, oder ob Der Iech just op déi Informatiounen,…

(Interruption)

…déi Der kritt hutt, baséiert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech verstinn,…

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Neen, hien zitéiert hei Leit…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …dass den Oppositiounsconseiller Angel vun der Gemeng Lëtzebuerg elo hei e bëssen d'Plaze verwiesselt huet. Ech wëll awer just...

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Ma! Dir hutt ugefaangen! Also!

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wëll awer just soen, Här President,...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här Bettel, da sot eis och vläicht nach, ob den Här Meisch erëm seng Schipist mécht dëst Joer zu Déifferdeng.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Op jidde Fall, Här President,…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Dat ass jo lächerlech, dat do.

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Ech hunn net ugefaang.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …hu mir als Schäfferot se empfaang virun der Finanzkommissioun. An ech muss Iech soen, ech sinn zimlech enttäuscht, wann een dann owes op der Tëlee héiert, dass mer se net wollten empfänken am Gemengerot. Mir sëtzen am Gemengerot, mir kënnen awer keng Interruption d'audience maachen, fir dass si kommen.

(Interruption)

Jo, mä… Sot, Här President, den Här Schiltz reegt sech op, den Här Angel stellt eng Fro, mä da gitt Iech eens. An dann…

M. le Président.- Här Bettel, ech mengen, mir sollen erëm alleguerten hei op de Krautmaart zréckkomme vum Knuedler. A fuert elo, wann ech gelift, virun hei mat Ärer Budgetsinterventioun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President,…

(Brouhaha général)

…sechs Méint si säit de Wahlen an d'Land gezunn, eng Regierung huet misse schnell forméiert ginn, well mir an der Kris waren. D'Regierung léisst sech elo gär ee Joer Zäit, fir konstruktiv ze diskutéieren. Ech hu scho virdru gesot, wéi dat da wäert ausgoen.

Solle mir nach weider dreemen? Solle mer de Leit d'Gefill ginn, et wier näischt lass, dës Regierung huet alles am Grëff. Mir kréie just gesot: „Wien haut stoe bleift, fält muer zréck. Dat Land hei brauch en neien Élan."

Wou sinn dann déi Impulser fir dësen Élan? Wou sinn déi Impulser, déi eis solle weiderbréngen, fir muer net zréckzefalen? Wou sinn déi Impulser, déi eise Sozialstat finanzéierbar an domadder och staark solle maachen?

Déi Reformen, déi mer 2006 versprach kruten, sollen elo fréistens 2011 kommen. Fir d'Joren '10, '11, '12, '13, '14 wäerte mir an der Moyenne all Exercice en Defizit vun 2,3 Milliarden Euro am Budget verbuchen. Der Regierung hiert Zécken, hir Hin-an-Hier-Politik kascht all eenzelne Bierger hei am Land 5.111 Euro am Joer. D'Bierger soe Merci!

D'Verléierer vun dëser Politik wäerten déi kommend Generatioune sinn, déi den Defizit, dee mir haut accumuléieren, mussen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten déi jonk Famillje sinn, déi sech d'Liewen zu Lëtzebuerg net méi wäerte leeschte kënnen. D'Verléierer wäerten d'Mëttelschichte sinn, déi d'Steiererhéijung vu muer mussen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten d'mëttelstänneg Betriber sinn, déi duerch déi steigend Sozialausgaben u Kompetitivitéit wäerte verléieren.

De Finanzminister an den Här Wolter sollen eis, wann ech gelift, kee Cours méi ginn iwwer Budgetspolitik oder besser iwwer Defizitpolitik hei an der Chamber oder Keynes-Politik, wou mir erkläert kréien, wéi si eis évitéiere wëllen, an d'Defizitfal ze geroden.

Här President, wien haut stoe bleift, fält zréck. D'Regierung steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst eis vläicht vum Knuedler erëm op de Krautmaart zréckkommen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- A loosse mer och net nëmmen hei aus der Zitatekëscht zitéieren an al Virschléi opwiermen, mä loosse mer zur Situatioun vun haut schwätzen an zu deene Perspektiven, déi sech dorauser erginn.

Wann een nëmme géif den Ausgabendeel vum Budget kucken, kéint een eigentlech op den éischte Bléck mengen, dass dëse Budget e Budget wär wéi all déi Jore virdrun, en normale Lëtzebuerger Statsbudget. D'Dépensë steigen ëm knapp 6% géintiwwwer dem Virjoer, de Budget courant weist souguer eng Progressioun vu 6,9% op, d'staatlech Investitioune klamme weider op ronn 1,8 Milliounen Euro. Géigeniwwer dem Virjoer 2009 bleift also am européesche Verglach en eemolege Progressiounsrhythmus an eisem Ausgabendeel vum Budget festzestellen.

Atypesch gëtt dëse Budgetsprojet doduerjer, dass sech op der Einnahmesäit d'Grondtendenze vun deene leschten 20 Joer net méi répétéieren. Zu Lëtzebuerg hate mer nämlech déi aussergewéinlech Situatioun, dass iwwert déi zwee lescht Jorzéngten an der Moyenne d'staatlech Einnahmen ëm net manner wéi 7% vu Joer zu Joer eropgaange sinn. Fir 2010 rechent de Finanzminister mat manner Einnahme vun 8,7%. Op där enger Säit also eng Grondtendenz iwwert déi lescht 20 Joer +7% pro Joer, an engem Joer 2010 gëtt gerechent mat engem Minus vun Einnahme vun 8,7%. Ënnert dem Strëch bleift dann e Lach - wann ech mech däerf esou salopp ausdrécken - vu geschätzten 1,3 Milliarden Euro respektiv souguer 2,1 Milliarden Euro, wann déi nom européesche Rechnungsmodell betruecht ginn, wou och d'Investitiounsfongen notamment mat hirem Ausgabefong berücksicht ginn.

Esou e Lach vun zwou Milliarden Euro, dat sinn net nëmmen e Fënneftel vum Statsbudget, mä dat ass och eng Finanzenveloppe, wa mer déi Suen hätten. Mä hei dréint et sech leider ëm e Lach. Eng Finanzenveloppe, déi géif et méiglech maachen, 20 Lycéeën ze bauen oder 40 Fleegeheimer oder 80 Sportshale mat Schwemm. Nëmmen, fir ze verdäitlechen, wat d'Envergure ass vun deem Defizit, dee mer hei opweisen. Déi Sue feelen also, fir esou Investissementer ze tätegen.

Et ass also schonn en enormen Defizit, deen d'Regierung fir dat nächst Joer prognostizéiert. An och, wa sech d'Wuesstums- an d'Inflatiounsviraussoe liicht verbessert hu par rapport zu deenen, déi nach am September gegollt hunn, wéi d'Regierung de Budgetsprojet definitiv festgehalen huet, a wa mer och vläicht kënnen 2010 mat engem Wuesstum ëm 2% rechnen, bleift, dass, wat d'Einnahmesäit vum Budget d'nächst Joer ugeet, net mat radikale Veränderungen ze rechnen ass. Et muss ee sech astellen op en zolitten, en ni gekannten Defizit an engem Budget hei zu Lëtzebuerg.

An eisem Budgetsminister hei zu Lëtzebuerg kënnt urplötzlech eng nei Missioun zou, eng nei Missioun fir Lëtzebuerg, well am Ausland kenne se déi doten Aufgabe

scho méi laang: Defiziter ze verwalten, ze reduzéieren an erëm op eng parallell Entwécklung vun Einnahmen an Ausgaben hinzeschaffen. Bis elo war dat zu Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun e puer Joer, net d'Haaptaufgab vun eisem Budgetsminister. D'Konscht vum Lëtzebuerger Budgetsminister huet haaptsächlech doranner bestanen, d'Einnahmen ze ënnerschätzen, fir net nei Appetiter waakreg ze maachen, d'Ausgabe regelméisseg an d'Luucht klammen ze loossen an och nach d'Méiglechkeet ze hunn, Geld an d'Reserven ze setzen.

Jo, 2010 kënnt Lëtzebuerg an der realer Budgetswelt vun Europa un.

Et kann ee sécherlech iwwert d'Ausmooss vum Statsdefizit hannert dem Komma streiden. D'Propose vun Experten, international an national, sinn net gefestegt, wéi och d'Reprise nach net gefestegt ass. Mä den Eescht vun der Situatioun iwwert d'Joer 2010 eraus gëtt hei net geleegnet, dat huet och keng politesch Kraaft hei an dësem Parlament gemaach.

Fir dat ze beleeën a fir sech ee Moment lasszeléise vum Spill vun den Zuelen am Budget, muss een eng aner Zuel virun Aen hunn. Dat ass déi Zuel vun 20.000 méigleche Leit, déi wäerten Enn d'nächst Joer, wa sech d'Prognose bewahrheiten hei zu Lëtzebuerg, no enger Aarbecht sichen. 20.000 Leit - dat ass enorm, dat ass dramatesch.

Mir wëssen alleguerten, dass, wa sech souguer géif d'Konjunktur erhuelen, wa mer erëm Wuesstumsrate vun 3% géife kuerzfristeg schreiwen an de Joren 2012-2013, dat no eisem Lëtzebuerger Modell keng direkt positiv Auswierkungen op d'Entwécklung vum Aarbechtsmaart huet. Beschtefalls kann et zu enger Stagnatioun op ganz héijem Niveau vun der Zuel vun deene Leit féieren, déi hei eng Aarbecht zu Lëtzebuerg sichen.

Et ass déi Situatioun, déi eis wuel esou staark soll interpelléiere wéi d'Diskussioune ronderëm de Budgetséquiliber an d'Anhale vun de Maastrichter Stabilitéitskritären, woubäi natierlech och ëmmer en enken Zesummenhang tëschent deem engen an deem anere besteet.

Déi dote Fro, déi sozial Fro, déi sozial Kris, déi sech eréischt amgaang ass voll ze entfalen, muss an dem Mëttelpunkt stoe vun den nächste Berodungen tëschent der Regierung an de Sozialpartner, Berodungen och tëschent der Regierung an dem Parlament.

Nei Aarbechtsplaze brauch dëst Land an enger Zäit, wou eleng am Bankesecteur wäerten an deenen nächste Joren duerch d'Ëmstrukturéieren, dat sech international wäert maachen, duerch d'Drécke vun de Betribskäschten dausende Plaze verluer goen. An och den Industriesecteur riskéiert, aus dëser Kris net gestäerkt, mä éischter geschwächt erauszegoen.

Duerfir ass et kloer, dass d'Regierung richteg läit, weiderzefuere mat där Politik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass, fir nei Secteuren an der Wirtschaft opzebauen am Beräich vun den Ëmwelttechnologien, am Beräich vun de Gesondheetstechnologien, am Beräich vun der Logistik oder dem Internetbusiness. Mä all dat dote brauch Zäit. All dat dote ka kuerzfristeg keng Äntwert sinn. Laangfristeg ass et schonn de Schlëssel fir en neien Ufank hei zu Lëtzebuerg.

Ugesiichts vum Ausmooss also vun deenen Erausfuerderungen, déi virun eis stinn, ass fir d'LSAP ausser Fro, dass all d'Investissementer, déi en direkten, positiven an en nohaltegen Impakt virun allem op d'Wirtschaft, op d'Bildung, op d'Beschäftegungsstrategie hunn, an deenen nächste Jore mussen absolut Prioritéit kréien.

Mir si jo hei amgaang, och déi lescht Wochen nach, monter nei Projeten ze stëmmen, wéi wann näischt wär. D'Leit dobausse menge jo, muer géif mam Bau ugefaange ginn, wa se net scho mengen, de Bau wär amgaang, wann d'Chamber doriwwer hei diskutéiert.

Mir sinn eis alleguerte bewosst, an dat solle mer och däitlech soen, dass e gudden Deel vun deene Projeten net méi wäerten an deenen nächsten een, zwee, dräi Joer ugefaange kënne ginn, well mer och do an deenen nächste Méint - dat dauert keng Jore méi - musse Prioritéite setzen. An och do ass eis kloer, dass Investissementer a Projeten am Beräich Innovatioun/Fuerschung, nei wirtschaftlech Secteuren, Aus- a Weiderbildung, Uni Lëtzebuerg prioritär Domäne sinn.

Et ass och fir eis ganz kloer, dass, wa mer am Transportsecteur musse Prioritéite setzen, d'Prioritéit muss geluecht ginn op den öffentlechen Transport. Mir kënnen eis de Luxus net méi weider leeschten - dat konnte mer mat 7% Progressioun am Schnëtt vun eisen Einnahmen iwwert déi lescht 20 Joer -, fir iwwerall a gläichzäiteg ze investéieren. Mir musse kloer no deenen Aufgaben, déi sech eis stellen, déi Prioritéite setzen an dat och dobaussen däitlech maachen.

Fir 2011 ass fir eis och kloer, dass d'Budgetspolitik fir d'Opstellung vum nächste Budget muss doranner bestoen, dass net nëmmen op déi grouss Bléck diskutéiert gëtt, wou mer honnerte vu Millioune menge kënnen ze verréckelen, mä dass se och am klenge Mooss gefouert ginn, dass mer effektiv all Dépense beim Stat, an dat ass nach ni zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mussen iwwerpréiwen, ob se da wierklech néideg ass, ob se och effizient ass, an ob se déi Ziler, déi se eigentlech sech setzt, och erfëllt.

Insgesamt gëllt dat jo och fir d'Budgetspolitik vun eisem Fraktiounskolleeg, dem Negri Roger, mengen ech, deen déi Richtung uginn huet. An dee wäert haut do en Tëppelchen dropsetzen an d'Richtung uginn, fir eng zilorientéiert Budgetspolitik ze féieren. Do musse mer aus de getrëppelte Pied vun 20, 30, 40 Joer hei an der Budgetspolitik eraus, a mir mussen also méi kloer eng Evaluatioun maache vun deene Geldmëttelen, déi mer ausginn, an da kucken, ob se och wierklech richteg ukommen an ob se déi Effete bewierkt hunn, déi politesch gewënscht waren. Dat ass déi Aufgab, virun där mer eis net méi kënnen drécken, an déi muss bei der Opstellung vum Budget 2011 getätegt ginn.

Et ass evident, dass, wa mer dann un déi grouss Budgetsposte kommen, et dann net onlogesch ass, och vu Sozialausgaben ze schwätzen, well dat glécklecherweis e gudden Deel vum Lëtzebuerger Statsbudget ausmécht.

Da muss een awer och kënnen, dat maache mir als LSAP, deene Leit, déi nëmme wëlle vun Afrostellung vu Sozialausgabe schwätzen, soen, dass mer gären déi Diskussioun awer méi breet gefouert hätten: iwwert de Gesamtéquiliber, d'Gerechtegkeet an eisem allgemenge Steiersystem.

Wat bréngen d'Betriber vu Steieren op? Wat bréngen d'Privatpersoune vu Steieren op? Wéi gesäit et mat der Besteierung vum Akommes aus? Wéi gesäit et mat der Besteierung vu Grond a Besëtz hei zu Lëtzebuerg aus? Wéi ass et mat der Besteierung vun der Aarbecht respektiv mat der Besteierung vum Konsum? Wou stounge mer do virun 20 Joer? Wou hu mer eis entwéckelt an deene leschte Jorzéngten? A wat mécht haut Sënn, wat ass haut wichteg, wat ass haut och gerecht?

Am Steiersystem ass an eisen Aen d'Fro vun der Gerechtegkeet, vum Empfanne vun der Gerechtegkeet eng ganz wesentlech Fro.

Ass et da wierklech aberrant, ze schwätzen, dass ee kéint - de Lucien Lux huet dat gemaach - erwägen, d'Solidaritéitssteier an d'Luucht ze setzen? Déi Solidaritéitssteier, doru wëll ech erënneren, ass entstan an enger Krisenzäit, am Beräich vun der Stolkris, déi wahrscheinlech, gesi mer haut, net esou déif war allgemeng fir d'Land wéi déi, an där mer momentan hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner och drastiechen. Si ass zäitlech begrenzt a war sengerzäit geduecht, fir och d'Ausgaben am Aarbechtsloseberäich ze finanzéieren. Déi Ausgaben, déi chiffréiert d'Regierung d'nächst Joer op 580 Milliounen Euro. D'Solidaritéitssteier, wéi se haut besteet, bréngt ganzer 120, 130 Milliounen Euro. An an eisen Aen ass dat doten eng Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

Ech däerf dorun erënneren, dass an der Tripartite 2006 schonn den Accord bestanen huet tëschent alle Sozialpartner, fir op eng Héijung vun der Solidaritéitssteier sech eens ze setzen. Deen Accord ass herno vun der Regierung net duerchgezu ginn, well eigentlech sech deemools déi konjunkturell Situatioun verbessert hat an d'Budgetssituatioun aus de rouden Zuelen erëm eng Kéier a schwaarz Zuelen erakomm ass.

Ech sinn och der Meenung, dass mer zu Lëtzebuerg mussen d'Diskussioun iwwert d'Besteierung vun de Spëtzegehälter féieren. De Spëtzesteiersaz, ënner anerem. D'Diskussioun gëtt an alle Länner gefouert, wou iwwer Konjunkturprogrammer an iwwer Exitstrategien diskutéiert gëtt. An eisen Aen ass dat och eng Diskussioun, déi op den Dësch gehéiert an déi och öffentlech soll debattéiert ginn.

Selbstverständlech soll och nogeduecht ginn a mussen och Décisioune geholl ginn, iwwer wat fir ee Wee a wat fir eng Beräicher eng gewësse Sozialtransfertsleeschtung vum Stat méi wierksam kann usetzen. Do sinn och Décisiounen ze huelen. Ech kéint mer virstellen, dass an deenen Diskussiounen, déi d'Regierung féiert, am Endeffekt e Stufeplang eraus kéint kommen, e Stufeplang iwwert déi nächst Joren, wou ee vu verschiddenen Hypotheesen ausgeet, déi mer haut net all kënnen determinéieren - well kee weess, wéi wierklech de Wuesstum an zwee, dräi Joer ass; kee weess, wéi d'Beschäftegungszuel an zwee, dräi Joer ass, kee weess, wat d'Inflatiounsrat an zwee, dräi Joer ass -, an dass een ebe vu verschiddenen Hypotheesen ausgeet a jee no Hypothees festleet, wat fir eng Moossnamen an deem Fall da kënne geholl ginn.

Wat fir mech net a Fro kënnt - dat soen ech och ganz kloer -, d'Patronatschamberen hunn dat mat Nodrock gefuerdert och an den Avisen zu dësem Statsbudget 2010, dat ass eng Ausserkraaftsetzung vun der Indextranche am Joer 2010. An ech mengen, opgrond vun all deene Positiounen, déi all Parteien hei virun de Wahle geholl hunn an hire Wahlprogrammer an öffentleche Stellungnahmen duerno, ass et fir eis Partei ganz kloer, dass déi automatesch Indexupassung vu Léin a Gehälter a Renten net zur Diskussioun steet an där ganzer Exitdiskussioun, déi mer elo ufänken.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer, wat de Rentesystem ugeet, deen net direkt eppes mat dësem Budget ze dinn huet, mä deen awer och d'Fro stellt vun der laangfristeger Ofsécherung, dass mer wäerten zu Décisioune kommen. An ech vertrauen do éierlech dem Verhandlungsgeschéck och vun dem zoustännege Minister, fir dat an Diskussioune mat de Sozialpartner ronnzekréien, opgrond vun Experteberichter, déi jo scho virleien, an ze sécheren, dass mer herno wäerten, wann dës Period fäerdeg ass, e méi stabile Rentesystem hunn, laangfristeg besser ofgeséchert, wéi dat haut nach de Fall ass, deen also och e Konjunkturknacks ka verkraaften, an dat ass fir eis immens wichteg.

Kloer ass och, dass fir eis Partei d'Léisung net doranner besteet, fir aus dem Repartitiounssystem, dat heescht, dem Solidarvertrag tëschent de Generatiounen erauszeklammen an an e Kapitaliséierungssystem bei eise Renten eranzegoen.

Jiddwereen ass gefuerdert, mengen ech, net nëmmen hei ze zitéieren aus Wahlprogrammer, mä jiddwereen ass gefuerdert an deenen Diskussiounen hei, ob Majoritéit oder Oppositioun, an dat gëtt eng kontrovers Diskussioun.

A fir mech ass et menger Usiicht no keng Schan fir d'Koalitiounsparteien, déi jo selwer alleguerten hire Wee elo sichen. Et huet jo keen eng fäerdeg Léisung hei an der Täsch, wéi et soll weidergoen. Fir mech ass et keng Schan, dass dat diskutéiert gëtt, dass dat fräi, offen, fair, sachlech diskutéiert gëtt.

Mir brauche jo eng öffentlech Diskussioun dobaussen. Dat hei, déi Diskussioun, déi mer ze féieren hu ronderëm méi Beschäftegung, ronderëm eng Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, dat muss eng öffentlech Diskussioun sinn. Dat däerf dach net an engem klenge Krees vu Regierung, Sozialpartner an enger Tripartite och nach respektiv och hei ënner 60 Deputéierten eng Diskussioun bleiwen. Do muss jiddweree mat agebonne ginn an déi Debatt, an déi däerfe mer, mengen ech, och als politesch Partei an och als Chamber net fäerten. Jiddwereen ass gefuerdert, seng Iddien ze testen a mat kohärente Konzepter an déi doten Debatt eranzegoen. Jiddweree muss also och Faarf bekennen an deenen dote Froen, déi sech stellen.

Ech géif mer just wënschen, dass mer als Approche keen Defätismus hei un den Dag leeën, dass mer eng offensiv, eng positiv Grondastellung hunn, wa mer iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen a wa mer iwwert d'Neiausriichtung vun eiser Ausgabepolitik hei zu Lëtzebuerg ënner anerem schwätzen, wa mer driwwer schwätzen, wéi mer méi Leit erëm kënnen an eng Beschäftegung erabréngen.

Deen doten neie Pakt fir Beschäftegung, fir nohaltege Wuesstum a fir ausgeglachen öffentlech Finanze muss équilibréiert, zukunftsorientéiert a gerecht sinn. Mir sinn eis an der Koalitioun eens, dass d'Kris net wäert um Bockel vun deene sozial Schwaachen ausgedroe ginn, duerfir steet och eng LSAP. Et geet also drëm, par rapport zu där wirtschaftlecher, där finanzieller an där sozialer Kris Perspektiven opzezeechnen. An ech mengen, dass net nëmmen eleng eng Exitstrategie gefrot ass, mä och eng Entrystrategie, en Astieg an en neien Entwécklungsmodell hei zu Lëtzebuerg. Nohalteg ausgeriichte politesch Décisioune brauche mer, an dat ass dat Element, wat mir och als LSAP wëllen an déi Diskussioun mat erabréngen.

Ech hu gesot, dat heescht an de Finanzen, dass mer eng nei Budgetspolitik maachen, déi op anere Grondprinzipien opgebaut ass. Dat heescht och, dass mer eng Reform vun der Statskontabilitéit musse maachen, fir déi Elementer do, déi zilorientéiert Budgetspolitik eranzekréien. Dat heescht awer och, dass eng iwwerfälleg Reform vun der Gemengekontabilitéit muss gemaach ginn.

An ech kommen elo e bësse méi ausféierlech op dee ganze Gemengesecteur zréck, deen e bëssen an där ganzer Diskussioun ronderëm d'öffentlech Finanzen - et geet jo net nëmmen ëm d'Statsfinanzen - bis elo weder am Budgetsrapport nach an den Ausféierunge vum Budgetsminister iergendwéi Erwähnung fonnt huet. De Frënd Michel Wolter war deen Éischten, deen op deen dote Punkt agaangen ass. Ech wëll dat och nach e bësse méi am Detail maachen, wou sech eis Aschätzungen allerdéngs gréisstendeels iwwerschneiden, wat d'Situatioun vum Gemengesecteur ugeet, wou ech awer och wëll eng Kritik ubréngen - ech hunn dat scho gemaach - un der Aart a Weis, wéi eigentlech net probéiert ginn ass, vu Regierungssäit d'Gemengen och an dee Konjunkturprogramm mat eranzekréien.

Null Kontakter, nix, zwou verschidde Welten an deem klenge Lëtzebuerg. Op där enger Säit de Stat an d'Regierung, an op där anerer Säit eis Gemengen hei. Dat ass eigentlech net normal. Dat hieft sech och of vun all deene Prozeduren a Strategien, déi déi aner Länner sech ginn. Wann ech kucken, wat an Däitschland, wat an der Belsch, wat a Länner wéi Spuenien zréckbehale ginn ass, bei hire Konjunkturprogrammer 2009 an 2010, dat waren ëmmer gemeinsam Programmer vu Stat, der Regioun an de Stied, wou deelweis och Projeten aus dem Gemengesecteur konnte mat an déi Konjunkturprogrammer iwwerholl ginn. Dat, wat zu Lëtzebuerg drolegerweis net de Fall ass.

Ech wier frou, wa mer net géifen op där doter Schinn weiderfueren, mä wa mer déi noutwendeg Concertatioun tëschent de Gemengen an dem Stat géife virundreiwen, och besonnesch wat d'Exitstrategie ugeet. Dat Niewenteneen, domat muss definitiv Schluss sinn, well soss meeschtere mer déi dote Problematik definitiv net. Dann huet vläicht de Stat iergendwéi eng Léisung fir seng Problemer fonnt, mä fir d'Problemer vum Gemengesecteur besteet dat net.

Ech wëll soen, wat d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg duerstellen - et gëtt jo vu villen als Quantité négligeable ugesinn. D'Gemengen hei zu Lëtzebuerg, dat ass e risegen Déngschtleeschtungsbetrib, dee ville Betriber a ville Leit Aarbecht gëtt. Dat sinn, wann ech d'Totaler kucke vun de

Budgete vun de Gemengen hei zu Lëtzebuerg, gutt zwou Milliarden Euro jährlech vu Budget. Dat sinn, wat déi ausseruerdentlech Ausgaben ugeet, gutt 400 Milliounen Euro jährlech Investissementer, déi vun den eenzelne Gemengen hei getätegt ginn. Dat mécht 20%, 25% vum Statsbudget a vun de Statsinvestissementer aus. Dat ass net ze vernoléissegen. Dat ass also en immensen Impakt, deen do ass.

An et ass ganz richteg virdrun hei bemierkt ginn, dass vill Gemenge wäerten an déck Problemer kommen. Déi eng méi wéi anerer. Firwat déi eng méi wéi déi aner? Well de Verdeelungsschlëssel dee Verdeelungsschlëssel ass, dee mer schonn zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kennen an deen net méi richteg ass. Verschidde Gemengen hu bei dësem Budget scho Schwieregkeeten, den ordinären an den Équiliber ze kréien. Aner Gemenge kréien der d'nächst Joer. E puer Gemenge wäerten et wahrscheinlech ni kréien. Et ass net onbedéngt de Mérite vun deene Gemengen, mä eise Verdeelungsschlëssel vun de Statssteiere wëllt dat hei esou zu Lëtzebuerg.

Fir d'Drëtt, wann net fir d'Véiert huet eng Regierung, eng Koalitioun schonn an hirem Programm stoen: „Reform vun de Gemengefinanzen". Et géif endlech Zäit ginn, dass sech deem doten Dossier géif ugeholl ginn. An ech géif hei och d'Protestpotenzial net ënnerschätzen, wat besteet an enger andauernder Kris, wann d'Gemengen net méi wëssen, wéi se sollen eens ginn, wa se d'Enner net méi zesummekréien, well effektiv den Handlungsspillraum vun enger Gemeng vill méi e klengen ass wéi dee vum Stat. D'Gemeng ka keng Gesetzer maachen.

Si huet, wat zousätzlech Einnahmen ugeet, strikt Regelen ze observéieren, wou se kann a wéini se kann op Taxen zréckgräifen. Hiert Aspuerpotenzial ass och - ausser vun e puer grousse Gemengen, déi vläicht och relativ kräfteg geréiert hunn an deene leschte Joren an den Ausgaben - net datselwecht, well iwwerall 40, 45, 50% vun de Gemengeneinnahme Personalkäschte sinn. Personalkäschten, déi sech net op null wäerte weiderentwéckelen, Personalkäschten, déi automatesch steigen; am Schnëtt, iwwert déi lescht zéng Joer, ouni Neiastellungen, ass dat 4 bis 5% pro Joer Steigerung. Dat heescht, et huet ee schonn am Gemengebudget d'Halschent vun den Ausgaben, déi, op de ganze Budget gerechent, dann ëm 2 bis 2,5% steigen.

Wann dann d'Einnahmen zréckginn, da kann déi Rechnung do net méi opgoen. Da féiert dat zu enger Veraarmung vun de Gemengen, oder zu enger Verschëldung vun de Gemengen, oder zu engem Erofsetze vun den Déngschtleeschtungen an de Gemengen. Et gi keng honnert Méiglechkeeten, an duerfir muss déi concertéiert Aktioun tëschent Stat, Regierung, Gemenge gefouert ginn, an d'Gemengefinanzreform an d'Gemengekontabilitéitsreform muss an dëser Period duerchgezu ginn.

E Wuert och zur Chamber. Et wier gutt, an éischt Usätz sinn do iwwert déi lescht een, zwee Joer gemaach ginn, wann och d'Chamber sech als Institutioun géif emanzipéieren, wat de Budget ugeet. Ech weess et, dës Chamber huet et nach ni fäerdeg bruecht, fir een Amendement - ech si scho laang derbäi, jo - zum Budget duerchzesetzen.

(Interruption)

Ech kennen och déi Spillregelen. Ech hunn dat doten awer ëmmer kritiséiert, duerfir sinn ech hei an der Linn, déi ech zënter 25 Joer, Här Boden, hei vertrieden, an deenen ech d'Chance hat, an der Chamber ze sinn.

Et bleift awer, dass elo eng Chance besteet, an ech spieren awer an der Finanzkommissioun, dass si dat wëllt maachen, fir elo bei der Opstellung vum Budget mat derbäi ze sinn - herno gëtt et schwéier, Saachen ëmzeänneren, wann een un engem Riedchen dréit, da riskéiert een, en anert Riedchen erauszedréien -, wann elo eigentlech de Kader gesat gëtt.

Dat geschitt schonn an engem Mount. Bis Enn Dezember muss d'Regierung Bréissel matdeelen, der Kommissioun matdeelen - dat gëtt jo dann och diskutéiert an deenen zoustännegen europäesche Gremien -, wat hir Zilsetzung ass am Kader vum europäesche Wuesstums- a Stabilitéitspakt. Do muss se ënner anerem uginn, wat elo eis direkt interesséiert, wéi si mengt, dass an deenen nächste puer Joer den Équiliber vum Statsbudget ausgesäit. Do setzt d'Regierung, setzt Lëtzebuerg e Kader. Ech si frou, mat kënnen derzou bäigedroen ze hunn, dass mer elo am Januar wäerten d'Regierung dozou héieren, fir ze gesinn, op wat fir enge Grondlagen a mat wat fir enger Zilsetzung si dat mécht.

Do geet et jo net drëm, fir einfach Politik weiderzeschreiwen, mä do geet et wierklech drëm ze soen: „Mir mengen, mat deene politeschen Akzenter, déi mer setzen, wëlle mer déi nächst Joren do an do erauskommen." Et ass also do, wou de Kader gesat gëtt, wou d'Eckdate praktesch fixéiert gi fir déi Diskussiounen, déi mer dann an deenen nächste Méint ze féiere kréien. Et ass also wichteg, dass d'Parlament do mat derbäi ass.

Wichteg ass och, dass d'Parlament bei der Opstellung vum Budget a bei der Kontroll vun der Exekutioun vum Budget weider derbäi bleift. Et war mühseleg, do si vill Effortë gemaach ginn. Mir sinn haut do an enger anerer Welt, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Ech spieren do, dass iwwer all Parteigrenzen eraus de Wëllen do ass, och dass d'Parlament an där doter Fro méi eng aktiv Roll spillt an net nëmme reaktiv praktesch hei agesat gëtt.

D'Grondlag vun deenen Diskussioune wäert en iwwerschafftene Bericht vun den Experte sinn. E Bericht, dee jo agefloss ass Ufank Juli an d'Debatte während de Koalitiounsverhandlungen, deen och jo Bestanddeel ass vum Koalitiounsaccord, deen also och veröffentlecht ginn ass, a wou d'Experte versicht hunn - se soe selwer, et ass iwwer sechs Méint eraus net kloer festzeleeën - virauszegesinn, wéi sech dann de Wuesstum, wéi sech och d'Parametere vun de Statsfinanzen, vun den öffentleche Finanze wouméiglech déi nächst Joren entwéckelen.

Elo kann ee soen, dass se fir 2009 ze pessimistesch waren. All déi Donnéeën, déi mer haut hunn, weisen, dass awer eng Rei vu Steiere méi héich Einnahme verzeechnen, wéi nach gemengt gi war viru fënnef Méint. Dat gëllt besonnesch fir d'Kierperschaftssteier an d'Gewerbesteier, wou eben eng Rei vu Réckstänn agedriwwe gi sinn, sou dass een haut kann dervunner ausgoen, dass do in etwa déiselwecht Zuele wäerten erakommen, wéi dat am Budget 2009 stoung, obwuel d'Experte mat eppes aneschters gerechent haten.

Also zu engem Defizit vun 1,5 Milliarden Euro 2009 wäert et sécherlech net kommen. Mä dat huet awer Ursaachen, déi liicht nozevollzéie sinn. An déi Suen, déi elo do sinn, feelen eventuell an deene Joren hannendrun.

Wann ech also soen, dass se ze pessimistesch ware fir 2009, kann een awer sech d'Fro stellen haut, mä kee kann dorop eng sécher Äntwert ginn, ob se net ze optimistesch waren, wat déi allgemeng Wuesstumsprognose fir d'Joren 2012, 2013 an 2014 uginn, wou si dovunner ausginn, dass mer erëm no an no op eisen ale Wuesstumsrhythmus vu 4,5%, 5% eropkommen.

A mat all deenen Hypotheesen do, ze pessimistesch fir 2009, vläicht ze optimistesch fir déi Joren hannendrun, soe se eis awer, dass mer mat Statsdefiziter ze rechnen hunn am Statsbudget vun iwwer zwou Milliarde praktesch pro Joer, bis zu 2,5 Milliarde pro Joer. Dat géif derzou féieren, dass mer nach eng Kéier eng Verdueblung géife fäerdeg brénge vun eiser Scholdelaascht. Mir géifen op ronn 40% kommen. Alles dat ass natierlech vum Béisen.

An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass, wann ee selbstverständlech an dësen Zäiten eng Verschëldung muss akzeptéieren, a wa mer och sécherlech net op d'Nullverschëldung wäerte komme pro Joer bis zum Enn vun dëser Mandatsperiod, et net ka sinn, dass mer eis Problemer vun haut ausschliesslech léisen um Bockel vun deenen zukünftege Generatiounen. Dozou steet och eis Partei.

D'Fro, déi ech wollt opwerfen, ass d'Fro vun enger Budgetsnorm. Ech soen direkt: „Mir sinn nach net an Däitschland." Ech mengen, et denkt kee Mënsch drun, sou Geschichten an eng Verfassung anzeschreiwen. An ech mengen, et deet den Däitschen och scho batter leed, dass se dat gemaach hunn.

Et bleift, et ass awer déi Iddi vun der Budgetsnorm, eng Iddi, déi e sozialistesche Budgetsminister an d'Welt gesat huet, och a Krisenzäiten - et geet op de Jacques Poos zréck -, déi ëmmer belächelt ginn ass vun eisem aktuelle Premier an allen Diskussiounen, déi elo awer an den Avisen erëm vill méi staark opkënnt, ob dat awer net och eppes ass, iwwert dat ee wierklech sollt seriö nodenken.

Ech hunn déi Norm nämlech oder d'Anhalung vun esou enger Norm vermësst oft iwwert déi lescht Joren. Eng Norm, déi sech also um mëttelfristege Wuesstum orientéiert, déi d'Inflatioun berücksichtegt a gläichzäiteg awer och en Élasticitéitsfacteur beinhalt, fir kënnen och antizyklesch eng Politik ze féieren.

Ech mengen, mir sollten eis esou eng indikativ Norm scho ginn. Déi ass nëtzlech bei der Opstellung vun deenen nächste Budgeten an dëser Legislaturperiod, wéi mer och eis Moossinstrumenter vun der Entwécklung vun der Wirtschaft, um Aarbechtsmaart, an den öffentleche Finanze musse moderniséieren a verbesseren. Ech hunn nach ëmmer den Androck, dass mer do hannendrunhippe par rapport zu deem, wat awer aner Länner schéngen als Moossinstrumenter zur Verfügung ze hunn. An esou Zäiten, wou mer elo sinn, ass et wichteg, awer och schnell op fiabel Date kënnen zréckzegräifen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Wat jo opfalend ass bei dëser Debatt, ass, dass se inhaltlech komplett anescht gefouert ginn ass wéi all Debatten, déi ech bis elo zum Statsbudget kannt hunn.

Mir hunn eigentlech eis fixéiert op d'Defiziter. Mir hunn eigentlech vergiess ze soen, wat am Budget steet. Wéi wann dat en eidelt Buch wär a just géif bestoen aus deem Lach, wat besteet tëschent den Einnahmen an den Ausgaben op där anerer Säit.

Dëse Budget ass e Budget, wou vill drasteet, wou grouss Déngschtleeschtungen hei finanzéiert ginn op héijem Niveau, wou mer investéieren a sämtlech wichteg Beräicher hei am Land. Dat däerfe mer awer och net vergiessen, bei aller Nodenklechkeet, déi mer an dësen Debatten hunn, iwwer eng Fro, wéi et weidergeet. Ech mengen, et sollt een och betounen, dass dëse Budget och kloer Akzenter fir haut setzt a weider den Niveau vun den Déngschtleeschtungen, den Niveau vun den Investissementer hei zu Lëtzebuerg op engem par rapport zum Ausland wierklech ganz héijen Niveau hält.

De Budgetsminister huet virdru gesot, déi Diskussioun elo hei ëm déi dote Froen, d'Finanzen, do däerft keen Tabu an et däerft keng Ideologie matspillen.

Erlaabt mer deem Ausdrock, wat den zweeten Deel ugeet, ze widderspriechen. Ech si schonn der Meenung, dass et verschidde Sensibilitéite gëtt, verschidden Ideologië gëtt, wéi een un d'Fro erugeet, de Budgetséquiliber mëttelfristeg erëm hierzestellen.

Wéi vill ee wëllt op Schold setzen, wéi vill a wou ee wëllt spueren, ob ee sech nei Einnahme verschaaft a wou ee sech se verschaaft; alles dat si Froen, mengen ech, déi scho mat Iddien zesummenhänken. An hei muss eng Konfrontatioun vun den Iddië kommen.

A kuckt all déi Diskussiounen hei am Ausland. Kuckt d'Diskussioun an Däitschland, zum Beispill, wat d'Positioune vun de Parteien do sinn, wéi ee soll aus der Kris erauskommen. D'liberal Partei zum Beispill, déi seet: „Ma d'Krankekeesen, do ass et elo eriwwer, dass deen, dee manner verdéngt, manner och an d'Krankekeess bezuelt, an deen, dee méi verdéngt, méi an d'Krankekeess bezuelt"; wéi dat bis elo an Däitschland de Fall ass an och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Déi Liberal an Däitschland zum Beispill soe ganz kloer: „Mir si fir eng Kaufpauschal. Mir sinn derfir, dass jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt, egal ob en eemol de Mindestloun oder 20-mol de Mindestloun verdéngt. Fir eis ass jiddweree gläich." Dat ass eng liberal Approche, fir un esou Froen erunzegoen.

Ech mengen also schon…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Hu mir dat gesot?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Neen, mä Dir freet lech esou iwwert de Succès vun de Liberalen an Däitschland.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wat mécht de Gordon Brown?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir freet lech iwwert déi dote Froen. Duerfir wëll ech soen…

(Interruptions)

Net esou nervös ginn!

(Interruptions diverses)

Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wëllt. Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wëllt. D'DP huet zitéiert vu villen anere Leit a si huet eis net gesot, wat se wëllt maachen.

(Brouhaha)

Duerfir beruffen ech mech alt emol op liberal Parteien, déi scho gesot hunn, wat se wéilte maachen, als Beispill, fir ze soen, dass et schonn net egal ass, wien determinéiert, wéi een aus där heiter Finanzkris erauskënnt. Do ginn aner Prioritéite gesat. An déi Diskussioun, mengen ech, sollte mer all zesummen hei féieren. Et ass fir mech normal, dass et do zu enger Konfrontatioun vun den Iddië kënnt.

Mä eent ass kloer, wëll ech nach zum Schluss soe mengem Frënd, neie Parteikolleeg, President: Keng Partei huet sécherlech de Monopol vum Häerz, mä och keng Partei hei zu Lëtzebuerg huet de Monopol vum Vertriede vun den nationalen Intérêten. Dat wëlle mer all.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Budgetsrapporteur Lucien Thiel ze félicitéiere fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an him awer och en extrae Merci ze soen, dass en ënner anerem och déi vu mir a mengem Budgetsrapport fir d'Joer 2006 gefuerdert nei Budgetsarchitektur a sengem Rapport thematiséiert huet.

Och déi viregt Budgetsrapporteure Lydia Mutsch an Norbert Haupert ware schonns op déi nei zilorientéiert Budgetsreform agaangen. Ech erënneren drun, dass et drëms geet, fir eng nei Budgetskultur anzeféieren, wou de Budget net méi an enger Logik vu Moyenen, mä an enger Logik vu Resultater opgestallt gëtt. Dobäi soll méi eng grouss Budgetstransparenz geschafe ginn duerch permanent Evaluatiounsmechanismen, déi et der Chamber erlaben, hirer Kontrollfunktioun nach méi gerecht ze ginn, an domat am Endeffekt d'Effikassitéit vun de Statsfinanzen optimiséieren.

Den 18. Mäerz 2009 hat ech an deem Sënn eng Proposition de loi deponéiert, déi drop baséiert huet, d'Kontabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 an 19 Artikelen ëmzeänneren. D'Proposition de loi baséiert op der franséischer Loi organique relative aux lois de finances, kuerz LOLF genannt.

Ech widderhuele kuerz, wat d'Genèse an d'Ziler vun der LOLF sinn. Et ass eng Method fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus an och haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action publique kuckt, déi net nëmmen d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effikassitéit, déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetzt, déi um Niveau vun der Administratioun méi Flexibilitéit mat méi Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiergelder verbënnt.

Ee vun den zentralen Aspekter vun der LOLF ass d'permanent Evaluatioun vun de Politiken, déi de Stat respektiv den öffentleche Secteur insgesamt ëmsetzen. Ouni eng systematesch, dat heescht eng permanent, concomitant Evaluatioun vun eiser Politik ass et quasi net méiglech, eng Ausso ze maachen iwwert d'Effizienz an d'Effikassitéit vun eisem politeschen a budgetären Handelen.

Wéi mer wëssen, huet de Stat an der Zukunft enorm finanziell Laaschten ze droen. Da muss eisen alleréischten Objektiv natierlech dee sinn, fir méiglechst effikass mat deene Moyenen ëmzegoen, déi mer zur Verfügung hunn. A fir ze wëssen, ob een effikass schafft, ob ee seng Suen optimal ausgëtt, ob d'Ziler, wou ee sech an der Politik gesat huet, mam minimalen Opwand erreecht ginn, muss ee seng Politik kontinuéierlech a permanent evaluéieren. Dat ass eng Haaptsuerg vun der franséischer LOLF.

Wat déi franséisch LOLF an ähnlech Modeller aus anere Länner eis léieren, ass, dass mer sollen ufänken, eis Politik insgesamt méi systematesch ze hannerfroen an ze iwwerpréiwen, ze evaluéieren also, fir op Dauer eis finanziell Ressourcë besser anzesetzen. Dozou gehéiert natierlech och, dass ee seng politesch Objektiver kloer formuléiert a wa méiglech och quantifizéiert a sech déi néideg Indicateure gëtt, fir ze iwwerpréiwen, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen a mat wat fir engem Opwand.

Déi Instrumenter muss ee sech natierlech an enger éischter Phas ginn. Dat ass opwändeg a komplizéiert, mä noutwendeg, wann een d'Statsfinanzen an Zukunft wëllt am Équiliber halen, ouni un d'Leeschtungen an un d'Missioune vum Stat schneiden ze goen.

Domat gëtt de Budget also net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater. Wann ech hei vu LOLF a vun der Moderniséierung vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur schwätzen, a mir eis domat méi Transparenz, méi Demokratie, méi Evaluatioun fir méi Effikassitéit am Statsbudget wëlle ginn, bedeit dat och, dass mir als Volleksvertrieder eis eng aner Manéier ginn, fir eis mam Statsbudget ze beschäftegen. Mir hunn do als Chamber eng Responsabilitéit, déi mer jo och wëllen huelen, a wou eise President vun der Finanzkommissioun Michel Wolter och amgaang ass, éischt Akzenter ze setzen, déi an déi richteg Richtung ginn an déi mer all, alleguer voll ënnerstëtzen.

Et geet einfach net méi duer, dass mer als Chamber Mëtt Oktober gespaant erwaarden, wéi de Budget soll ausgesinn, en dann analyséieren. Mir loossen eis déi üblech Avisë ginn, debattéieren am Dezember monter driwwer, an da gëtt dat Ganzt in globo gestëmmt, an esou wéi de Budget am Oktober hei zur Dier erakomm ass, gëtt en och am Dezember hei erëm erausgedroen a gestëmmt, sou wéi mäi Kolleeg Alex Bodry dat elo grad och scho gesot huet. An och wa mer säit dësem Joer regelméisseg all Mount iwwert de Stand vun den Zuelen informéiert ginn, sou geet et hei ëm vill méi.

Bei enger Politik vun Objektiver, vu Qualitéitsziler, do muss d'Chamber mat ageschalt sinn a permanent validéieren, a wat fir eng Richtung et geet. A méi schlechten Zäite kënne mir eis net drop verloossen, wat mer iergendwann als Resultat zerwéiert kréien, an dann ass et eben esou. Wann dat och bis elo ëmmer gutt gaangen ass, ass dat keng Garantie fir d'Zukunft; an déi Garantie hätte mir als LSAP an Zukunft gär.

Här President, opgrond vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass am Ufank vun dëser Legislaturperiod am Oktober meng Proposition de loi vum 18. Mäerz 2009 erëm vun der respektiver Lëscht, oder, wéi mer hei am Haus soen, vum Rôle geholl ginn. Haut wëll ech de Redépôt vun dëser Proposition de loi maachen, woubäi ech e puer Mises à jour mat agebaut hunn.

Am Exposé des motifs vun der Proposition de loi hat an hunn ech eng impressionnant Lëscht vun Organisatiounen an Institutiounen, nationaler an internationaler, opgefouert, déi sech och fir eng Reform vun eisem budgetäre Kader ausgeschwat hunn.

Net méi spéit wéi de leschten 23. September 2009 huet eng Institutioun, an dat ass an dësem Kontext keng där mannster eng, bien au contraire, huet also eis Cour des Comptes an hirem Konterapport fir 2008 de Sujet opgegraff an eng ganz nei Rei Recommandatioune formuléiert, déi sech wäitgehend mat deem iwwerschneiden, wat ech schonn am Mäerz a menger Proposition de loi proposéiert hat. Och d'Method vun der Cour des Comptes, fir sech un der franséischer LOLF ze inspiréieren an dovunner Haaptelementer erauszehuelen, dës u Lëtzebuerger Gegebenheeten unzepassen an d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 punktuell ofzeänneren, ass déi Method, déi ech an der Proposition de loi applizéiert hunn.

Här President, den Hannergrond vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass jo bekanntlech eng Ëmännerung duerch déi d'Chamber versicht, Gesetzespropositioune méi effikass a virun allem och méi séier duerch d'Prozeduren ze bréngen. Et soll net méi sou sinn, dass Propositioune jorelaang an der Schläif hänken an op en Avis vun der Regierung oder vum Statsrot gewaart gëtt. Ech hoffen, och wann ech weess, dass eist Reglement keng Obligatioun virgesäit, ech hoffen also, dass d'Regierung e motivéierten Avis zu der Proposition de loi ofgëtt. An ech wär eisem zoustännege Budgetsminister Luc Frieden dankbar, wann en eng Zouso an deem Sënn maache géif.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen Iech, Här President, meng Proposition de loi. Wann ech gelift!

5. Dépôt d'une proposition de loi

6092 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés, - à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances; c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. An da géif elo nach d'Wuert kréien den Här Finanzminister Luc Frieden.

6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif gäre jiddwerengem, deen an dësem Débat intervenéiert huet, Merci soen.

Deen Débat huet am Fong a mengen Aen zwou Saache gewisen. Fundamental, mengen ech, ass d'Ausriichtung vum Budget 2010, wat säin Objektiv ass, eng Politik ze maachen, déi an der Kris net soll d'Ekonomie schwächen, mä éischter d'Ekonomie ënnerstëtzen, déi ass net fundamental a Fro gestallt ginn. Den Débat huet sech op largë Plagen dorobber konzentréiert, fir ze kucken, wéi een dann an der Period '11 bis '14 mat där schwiereger Wirtschafts- a finanzieller Situatioun vum Land soll eens ginn. Do sinn ënnerschiddlech Point-de-vuen ausgedréckt ginn. Dat fannen ech gutt, well dat beräichert den demokrateschen Débat.

D'Regierung ass der Meenung - an dat hunn ech d'lescht Woch hei an der Interventioun vun der Regierung gesot -, datt mer dat, esou wéi dat an der Traditioun vu Lëtzebuerg de Fall ass, an der Diskussioun mat de politesche Kräften an de Sozialpartner hei am Land wëllen diskutéieren.

Datt dobäi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien eng besonnesch Verantwortung hunn an och eng gewëssen Initiativroll ze spillen hunn, schéngt mer evident. Et ass och hei keen dobanne gewiescht, dee sech dem Débat verschloss huet. Datt deen ee vläicht méi op d'Reduktioun vun den Dépensen Akzent leet, datt deen anere vläicht d'Dépensen e bësse wëllt réorientéieren, an deen Drëtte wëllt bei de Steiere gewëssen Ännerunge virhuelen, ech mengen, dat ass legitim.

Dat ass deen Débat, dee mer d'nächst Joer solle féieren. Dee brauche mer net haut ze féieren, well fir d'Joer 2010 hu mer eng Marschroute festgeluecht. An ech soen et nach eng Kéier: Ech mengen net, datt déi antizyklesch Politik hei fundamental a Fro gestallt ginn ass.

Ech mengen och net, wann ech den Débat richteg nogelauschtert hunn, datt een a Fro gestallt huet, datt mer fir d'Period '11 bis '14 mussen eng Rei Ännerunge virhuelen. Wéi d'Gewiichtung vun deenen Ännerungen ass, dat musse mer an deenen Diskussiounen, déi am Januar ufänken, an déi och net an engem Dag oder an enger Woch kënnen ofgeschloss sinn, feststellen.

Ech géif mengen, datt, wa mer bis zur Erklärung vun der Lag vun der Natioun respektiv fir verschidde Moossname bis zum Budget, deen am Oktober d'nächst Joer déposéiert gëtt, déi Orientéierunge festgestallt hunn, dann hätte mer dat richteg ugepaakt, fir um Enn vun dëser Legislaturperiod erëm eng Finanzsituatioun ze hunn, déi am Équiliber ass, an zugläich och eng Wirtschaft ze hunn, déi staark ass. Eng Wirtschaft, déi also och eng oppe Wirtschaft bleift, wou d'Betriber hei am Land Aarbechtsplaze schafen, sief dat national oder international Betriber.

Dat muss eist gemeinsaamt Zil sinn, well, wéi de Moien nach gesot ginn ass, mir maache Politik fir d'Leit. D'Leit, déi hei am Land liewen a schaffen. An do ass d'Finanzpolitik e wesentlechen Deel dervun.

Ech géif och, Här President, well Der mer d'Wuert ginn hutt, zu där Motioun vläicht Stellung huelen, an där gefuerdert ginn ass gëschter, datt d'Regierung géif d'Chifferen, d'Recetten an d'Dépensë vum Stat, méi matdeelen. Ech muss soen, datt ech relativ erstaunt sinn iwwert déi Motioun, déi vum Här Gibéryen gëschter agereecht ginn ass, well ech kommen zënter engem Joer, also och schonn um Enn vun där leschter Legislaturperiod an an dëser Legislaturperiod, all Mount mat alle Chifferen an d'Finanzkommissioun, an deelen déi aus. Dat ass also vill méi wéi dat, wat mer fréier gemaach hunn. Bei där leschter Kéier oder der virleschter Sitzung hu mer se duerno souguer op den Internet gesat.

Dat heescht, ech si schonn d'accord mam Inhalt vun där Motioun, mä en fait maache mer dat. Ech ginn der Chamber all d'Informatiounen iwwert d'Steiereinnahme Mount fir Mount. An dat war och den ausdréckleche Wonsch vum neie President vun der Finanzkommissioun, dem Här Wolter. Ech bréngen all Kéiers déi zwee Direktere vun deene grousse Steierverwaltunge mat, fir do och déi Froen ze beäntwerten: Wivill Soldë stinn nach aus? Wéi ass d'Evolutioun vun den Avancen?

Ech gesinn also net an, datt mer hei mussen eng Motioun unhuele fir eppes, wat ech all Mount maachen a wat ech och wichteg fannen, datt ech et maachen. Well als Finanzminister ass et meng Flicht, d'Parlament ze informéieren iwwert d'Evolutioun vun de Recetten an Dépensen, besonnesch an enger schwiereger Zäit wéi där, an där mer sinn.

Wat d'Motioun N°2 ubelaangt, dat war déi iwwert de Scholdestand vun de Gemengen, sou ass et richteg, datt een do muss méi Informatioune kréie generell vun der Finanzsituatioun vun de Gemengen. Dat huet d'Finanzkommissioun à itératives reprises gewënscht. Dat läit net nëmmen an den Hänn vum Stat, scho guer net vum Finanzminister, mä och net nëmmen an den Hänn vum Innenminister.

D'Gemenge mussen, an do hu mer jo och eng Rei Exercicer versicht ze maachen, och hir Donnéeën no deenen europäesche Kritären eraginn. An ech mengen, et wär gutt, datt mer an der Finanzkommissioun vläicht zesummen nach eng Kéier mat der Kommissioun fir Innenpolitik kucken, wéi mer op d'mannst d'Donnéeë vun deene gréissere Gemenge méi schnell op déi europäesch Moossstief adaptéiert kréien.

Dat ass jo nach eng technesch Operatioun. Mä ech sinn d'accord, fir, soubal mer déi Donnéeën hunn iwwert den Endettement vun de Gemengen, prezis Gemeng fir Gemeng, och déi der Chamber matzedeelen. Och duerfir mengen ech net, datt een d'Regierung extra muss opfuerderen.

Schliesslech, wat d'Motioun ubelaangt, déi vum Här Bettel abruecht ginn ass, wou et drëm geet, fir e Groupe de travail interinstitutionnel anzesetzen, do muss ech dem Här Bettel soen, datt ech mengen, och déi Motioun ass inhaltlech an der Rei, mä déi ass am Regierungsprogramm virgesinn. An ech mengen net, datt et noutwendeg ass, datt d'Chamber fir all Moossnam, déi d'Regierung am Koalitiounsprogramm virgesinn huet, datt een duerfir eng extra Motioun brauch.

Et ass déi ferm Intentioun vum Statsminister, fir e Groupe anzesetzen, virun allem fir ze kucken, datt déi Koordinatioun tëscht deene staatlechen Institutioune méi schnell a besser ka gemaach ginn. An duerfir mengen ech, datt och déi Motioun net bräicht vun der Chamber gestëmmt oder ugeholl ze ginn. Net, well mer mam Inhalt net d'accord wären, mä well dat souwisou d'Intentioun ass vun der Regierung. Oder et mécht een honnert Motiounen, well et stinn nach honnert aner gutt Iddien am Koalitiounsprogramm, déi d'Regierung gewëllt ass ëmzesetzen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Finanzminister Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen.

Mir kommen herno zum Vote iwwert de Budget. Mä elo komme mer emol fir d'éischt nach zu der Diskussioun vun de Projet-de-loien Nummer 5591, 5740, 5891 a 6058 iwwert d'Konte vun den Exercicen 2005 bis 2008. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Eischen, d'Madame Brasseur an den Här Haagen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projet-de-loien, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Félix Braz *(déi gréng), rapporteur.-* Merci, Här President. Et geet effektiv ëm véier Projets de loi. Dräi dovu si vun der Commission de l'exécution budgétaire an engem Rapport zesummegefaasst ginn. Dat sinn d'Projeten 5591, 5740 an 5891. Deen aneren, dee véierte Projet de loi, dee gëtt separat behandelt am Rapport zum Projet de loi 6058.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et gëtt dee Saz, dee seet: Les bons comptes font les bons amis. Wann dee Saz wouer wär, da missten d'Relatiounen tëschent Chamber, Regierung, Cour des Comptes a Statsrot ganz schrecklech ugespaant sinn, well mir hu scho ganz laang keng Konte méi gemaach. Dee leschte Kont, dee mer hei an der Chamber ugeholl hunn, betrëfft d'Budgetsjoer 2004. Zënterhier huet d'Parlament sech net méi ofschléissend mat de Konte vun der Regierung hirem Budget, hirer Exekutioun vum Budget beschäftegt.

Dat eleng geet duer, fir Iech ze erklären, firwat dass meng Explikatiounen zu deenen dräi Projets de loi do sech wäerte relativ kuerz dann och halen, vu dass deen Intérêt an deene leschte Joren net méi grouss war. Dat sinn allerdéngs déi dräi Projets de loi, déi dräi Budgetsjoren, wou